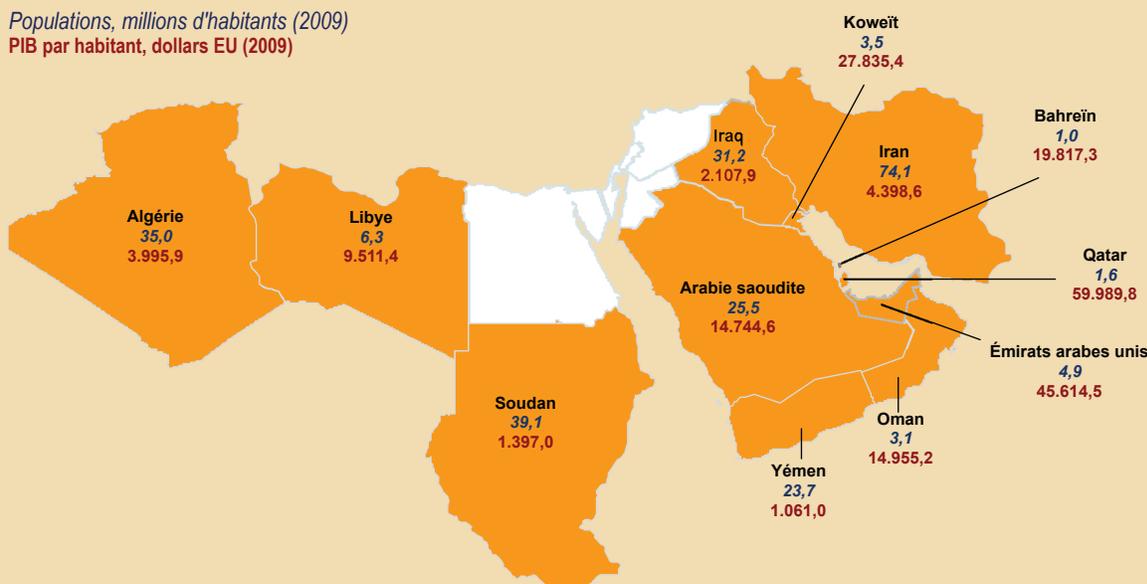


# 1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : prêts à relever les défis à moyen terme<sup>1</sup>

## Aperçu général

Avec la remontée des cours du pétrole, les pays exportateurs de la région MOANAP verront leurs soldes budgétaires et extérieurs s'améliorer sensiblement en 2010–11. Les activités non pétrolières devraient se redresser aussi, mais plus progressivement, la morosité de la demande privée étant compensée par des politiques d'accompagnement. Dans beaucoup de pays, des politiques budgétaire et monétaire accommodantes resteront de mise pendant l'année qui vient, mais une plus grande attention devra être accordée à la montée des tensions inflationnistes. Au-delà de 2011, presque tous les pays devront avoir commencé à assainir leurs finances publiques pour être en mesure de relever les défis à moyen terme d'une utilisation durable des recettes tirées des hydrocarbures et du développement du secteur privé. Dans le secteur financier, les objectifs prioritaires devront être de réduire la cyclicalité des crédits bancaires, renforcer les normes de liquidité, traiter le problème des établissements d'importance systémique et améliorer les cadres de résolution des défaillances bancaires, tout en créant les conditions d'une surveillance plus rigoureuse et plus efficace. Les stratégies à adopter varieront d'un pays à l'autre selon le stade de développement du secteur bancaire et l'impact qu'aura eu sur lui la crise financière mondiale.

Populations, millions d'habitants (2009)  
PIB par habitant, dollars EU (2009)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales* et Microsoft Map Land.

Note : les noms des pays et leurs frontières telles qu'elles apparaissent sur cette carte ne correspondent pas nécessairement à la position officielle du FMI.

## La sortie de crise se poursuit

La reprise de l'activité économique devrait se poursuivre dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et

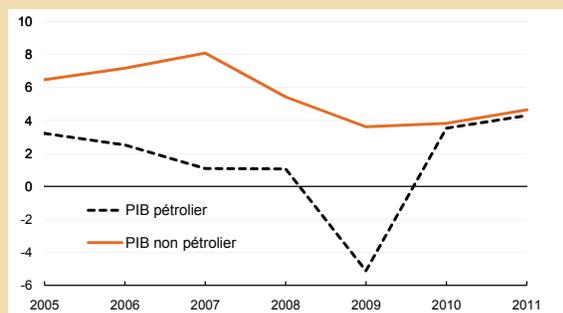
Pakistan). Portée par un rebond de la demande mondiale, la production de pétrole brut devrait atteindre 25 millions de barils par jour (bpj) en 2010 et 26 millions en 2011, d'après les projections. Le PIB pétrolier enregistrera, de ce fait, des taux de croissance compris entre 3½ % et 4¼ % en 2010 et 2011. Ces taux de croissance restent toutefois inférieurs à ceux atteints avant

<sup>1</sup>Préparé par Adolfo Barajas.

Graphique 1.1

### Le secteur pétrolier donne le ton de la reprise

(Croissance du PIB réel, en pourcentage)

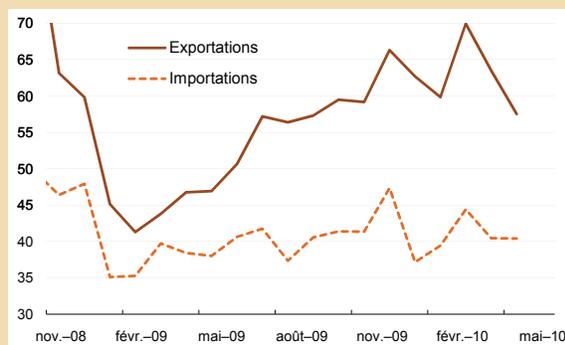


Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Graphique 1.2

### La progression des exportations dépasse celle des importations

(En milliards de dollars EU)

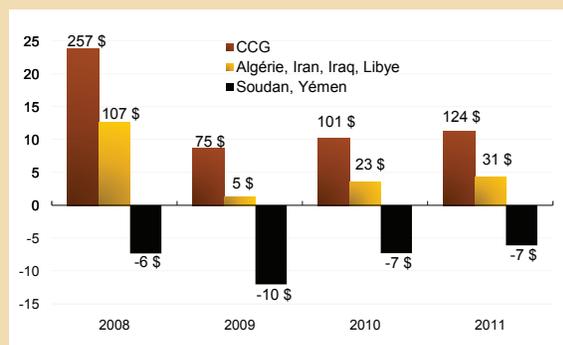


Source : FMI, Direction of Trade Statistics.

Graphique 1.3

### Amélioration généralisée du solde des transactions courantes

(En pourcentage du PIB et en milliards de dollars EU)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

la crise, et la production de brut restera en deçà de son niveau de 2008.

Bien que la politique budgétaire anticyclique mise en œuvre par certains pays ait considérablement atténué les effets baissiers en 2009, l'activité non pétrolière ne devrait se redresser que progressivement, d'un point entre 2009 et 2011 (graphique 1.1). La croissance des secteurs non pétroliers restera inférieure à son potentiel à long terme dans la plupart des pays, en raison des incertitudes entourant les perspectives d'évolution de l'investissement privé et des conditions de financement, tant intérieures qu'extérieures. Elle continuera cependant d'être soutenue par une politique budgétaire d'accompagnement.

La hausse des cours du pétrole, de 23 % en 2010 et de plus de 3 % en 2011<sup>2</sup>, se traduira par une nette inversion des soldes extérieurs. Des signes d'amélioration se sont manifestés à partir du deuxième trimestre de 2010 quand le niveau des exportations mensuelles a été près de 40 % supérieur aux minimums atteints en février 2009 et a fortement dépassé celui des importations qui est resté pratiquement inchangé dans le même temps (graphique 1.2). D'après les projections, les exportations devraient augmenter de 19 % sur l'ensemble de l'année 2010 puis, plus modestement, de 10 % en 2011 et franchir alors la barre des 1.000 milliards de dollars EU. L'excédent extérieur courant devrait, en conséquence, passer de 70 milliards de dollars EU en 2009 à 120 milliards en 2010 et 150 milliards en 2011. Le rebond sera également considérable dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), où il s'élèvera à environ 50 milliards de dollars EU entre 2009 et 2011 (graphique 1.3). Les résultats attendus en 2010 et 2011 restent très sensibles à l'évolution des cours du pétrole (encadré 1.1).

Les conditions du financement extérieur se sont notablement améliorées pour les emprunteurs de la région et elles ont été jusqu'à présent à

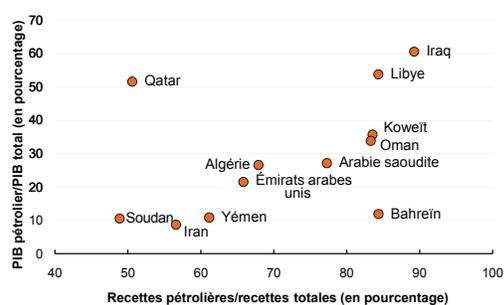
<sup>2</sup>Dans l'édition d'octobre 2010 de ses *Perspectives économiques mondiales*, le FMI table, sur la base des marchés à terme, sur des cours moyens du pétrole à 76,20 et 78,75 dollars EU le baril en 2010 et 2011, respectivement.

## Encadré 1.1

## Dépendance à l'égard du pétrole : comparaison internationales

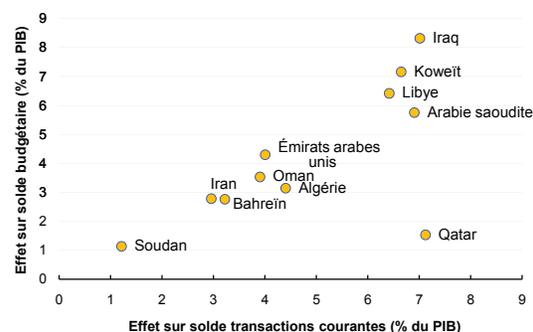
Bien que les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP aient, dans une large mesure, surmonté les effets les plus graves de la crise financière mondiale, ils restent très vulnérables du fait essentiellement qu'ils sont toujours tributaires du pétrole. La part des activités qui lui sont liées dans le PIB total varie considérablement au sein de ce groupe de pays puisqu'elle va de moins de 10 % en Iran et au Yémen à environ 30 % pour quatre des six pays membres du CCG — Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït et Oman — et plus de 60 % pour l'Iraq. En tout état de cause, tous les pays considérés tirent au moins la moitié de leurs recettes budgétaires des hydrocarbures (graphique 1).

Graphique 1  
Budget et économie : dépendance à l'égard du pétrole, 2010



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Graphique 2  
Impact d'une augmentation de 10 dollars EU/baril, 2010



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Ces pays restent, de ce fait, nettement sensibles aux variations du cours du pétrole. D'après les estimations, une fluctuation de 10 dollars EU par baril du cours moyen du pétrole sur un an<sup>1</sup> pourrait modifier leur solde des opérations courantes et leur solde budgétaire globaux de 88 et 75 milliards de dollars EU, respectivement. Les chiffres correspondants sont de 59 et 48 milliards de dollars rien que pour les membres du CCG. Ces effets peuvent être assez importants lorsqu'ils sont mesurés en pourcentage du PIB (graphique 2).

<sup>1</sup>Sur la base des évolutions observées sur la période 1960–2009, le taux de probabilité d'une fluctuation du prix du baril de 10 dollars EU est de 66 % sur une année donnée.

peine touchées par les chocs régionaux ou mondiaux. Depuis l'été 2008, les écarts des swaps de défaut de crédit (CDS) pour les États membres du CCG ont, dans l'ensemble, diminué — de 50 à 180 points de base (graphique 1.4). Dubaï constitue une exception à cet égard puisque les écarts y sont restés élevés après l'annonce, en novembre 2009, de la demande de moratoire sur la dette de Dubai World, en dépit des accords de restructuration conclus avec la plupart des créanciers (encadré 1.2). Les tensions observées sur les marchés financiers début 2010, suite à la

crise de la dette souveraine européenne, n'ont guère eu d'impact sur la région. Toutefois, dans la mesure où elles sont tributaires des marchés internationaux du crédit, les banques et les entreprises régionales restent vulnérables à l'évolution de la situation mondiale.

Les marchés boursiers régionaux ont poursuivi leur remontée après les creux atteints au premier trimestre de 2009 (graphique 1.5). Ils n'ont toutefois pas regagné tout le terrain perdu après la faillite de Lehman Brothers : alors que l'indice S&P 500 a retrouvé, à hauteur de 88 %, son niveau

## Encadré 1.2

## Le point sur la restructuration de la dette de Dubai World

Le 9 septembre 2010, Dubai World Holding (DW) a conclu, avec ses créanciers, un accord sur les modalités de la restructuration de sa dette de 24,9 milliards de dollars EU. Cet accord survenait neuf mois après la demande formulée par DW de suspendre ses versements — ainsi que ceux de ses filiales immobilières (comme Nakheel) — au titre du remboursement de ses emprunts obligataires et bancaires.

L'accord conclu implique diverses actions de la part des banques comme des autorités de Dubaï :

- Les *banques* ont accepté une réduction de leurs prêts de 14,4 milliards de dollars EU à DW en reculant les échéances à 2015 et 2018 en appliquant des taux inférieurs à ceux du marché. Les prêts consentis à Nakheel seront reconduits au taux du marché.
- En échange, les autorités de Dubaï injecteront 9,5 milliards de dollars EU de nouvelles liquidités (dans DW et Nakheel) et convertiront en actions cet apport ainsi que les prêts de 10 milliards de dollars qu'elles ont antérieurement accordés.
- Les *détenteurs d'obligations* seront intégralement payés (1,8 milliard de dollars EU) en temps et en heure.
- Les créanciers commerciaux se verront progressivement rembourser leurs arriérés de paiement par Nakheel.

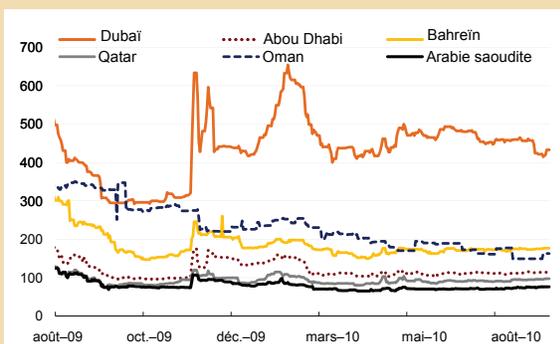
Les liquidités injectées par les autorités de Dubaï permettront à Nakheel de mener à bonne fin ses projets en cours. La vente en bon ordre de ces biens immobiliers jusqu'en 2018 devrait, selon les projections, générer assez de liquidités pour permettre le remboursement à échéance des prêts restructurés.

Encadré rédigé par Gabriel Sensenbrenner. Voir aussi FMI, Département Moyen-Orient et Asie centrale, 2010, *Impact of the Global Financial Crisis on the Gulf Cooperation Council Countries and Challenges Ahead: An Update*, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2010/dp1002.pdf>.

Graphique 1.4

## Des conditions de financement plus favorables, pour l'essentiel

(Écarts des swaps de défaut de crédit; points de base : 01/08/09–14/09/10)



Sources : Bloomberg et Markit.

d'août 2008, le redressement des marchés des pays du CCG a été compris entre 47 % (Koweït) et 72 % (Arabie saoudite et Qatar). Ce redressement

incomplet tient en grande partie à l'évolution des cours du pétrole et des entrées de capitaux qui, les uns comme les autres, ont fortement baissé en 2009 et ne devraient s'être que partiellement redressés à la fin de 2010. Il semble aussi que les marchés des autres membres du CCG se soient dissociés de Dubaï, ce qui donne à penser que les participants aux marchés se montrent plus avisés, même au sein du CCG. Les corrélations des écarts des CDS et des indices boursiers entre Dubaï et les autres marchés du CCG ont effectivement diminué depuis la crise de Dubai World<sup>3</sup>.

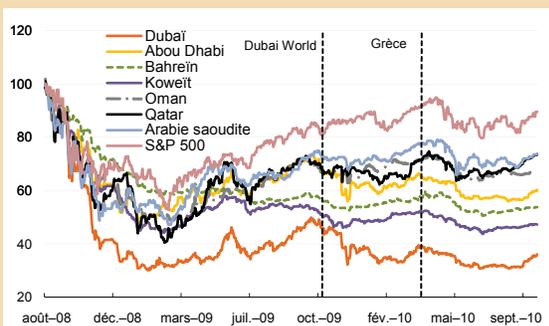
L'inflation est, dans l'ensemble, restée maîtrisée dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, ses taux étant faibles et à un

<sup>3</sup>Voir FMI, *Regional Economic Outlook* (mai 2010), <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2010/mcd/eng/mreo0510.htm>.

Graphique 1.5

**Redressement des marchés boursiers**

(Indice; 31 août 2008 = 100; 31 août 2008–14 sept. 2010)



Source : Bloomberg.

seul chiffre dans la plupart d'entre eux. Les résultats varient toutefois considérablement entre les pays (encadré 1.3) et la situation pourrait facilement se modifier lorsque la remontée des cours internationaux des produits de base<sup>4</sup> ou l'effet décalé des dépréciations nominales se répercuteront sur les prix intérieurs, ou encore lorsque la reprise de la demande intérieure commencera à nourrir des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation est remonté, plus récemment, dans certains pays (graphique 1.6). En Arabie saoudite, il progresse régulièrement depuis octobre 2009, alors à 3,5 %, pour atteindre 6,1 % en août 2010. Il a enregistré une accélération au Yémen où, partant du niveau très bas de 1 % début 2009, il a récemment dépassé les 10 % tandis qu'au Soudan il a connu une hausse régulière qui l'a porté d'un peu moins de 9 % en août 2009 à plus de 15 % en juin 2010. En Iran, l'inflation s'est inscrite nettement en baisse sur l'ensemble de l'année 2009, tombant de 30 % à 7 % entre la fin 2008 et la fin 2009, mais elle a ensuite amorcé une reprise progressive qui a porté son taux à 10 % au premier trimestre de 2010.

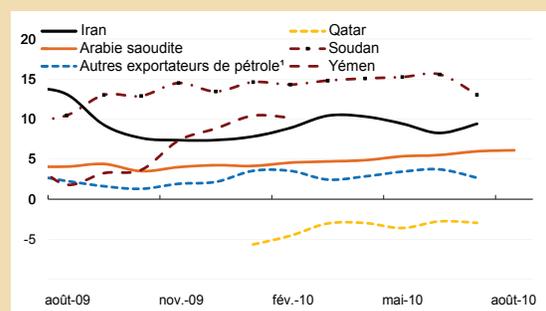
Plus récemment, les perturbations qui ont affecté le marché international du blé ont mis en lumière

<sup>4</sup>Les indices des prix figurant dans l'édition de juin 2010 des Perspectives économiques mondiales pour les produits de base hors combustibles et les produits alimentaires et boissons dépassent, respectivement, de 27 % et 14 % les niveaux qu'ils atteignaient en décembre 2008.

Graphique 1.6

**Des signes de tensions inflationnistes**

(IPC, moyenne; croissance en glissement annuel)



Sources : autorités nationales.

<sup>1</sup>Algérie, Bahreïn, Iraq, Koweït, Libye et Oman.

la vulnérabilité des pays exportateurs de pétrole aux variations des prix des produits de base hors combustibles. La hausse brutale de 85 % des prix du blé entre début juin et début août 2010 devrait alourdir directement d'environ 1 milliard de dollars EU la facture des importations de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. D'après les prévisions, les effets sur la balance des paiements, mesurés en pourcentage du PIB de 2010, devraient être particulièrement importants pour deux pays : le Yémen (0,5 %) et l'Algérie (0,4 %). L'effet inflationniste potentiel pourrait y être assez considérable, compte tenu du poids de 11 % accordé au blé dans le panier type sur lequel repose l'indice des prix à la consommation de ces pays.

## Apaisement des tensions budgétaires

L'orientation budgétaire choisie par la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP pour 2010-11 est appropriée dans l'ensemble. La politique budgétaire doit rester expansionniste là où existe une marge de manœuvre budgétaire (pays membres du CCG et Algérie, en particulier), où n'apparaît aucun signe de surchauffe et où l'activité du secteur privé ne semble pas manifester de dynamique propre. Au-delà de 2011, la plupart des pays devront envisager de rééquilibrer leurs finances

Encadré 1.3

### Dynamique récente de l'inflation dans les pays du CCG

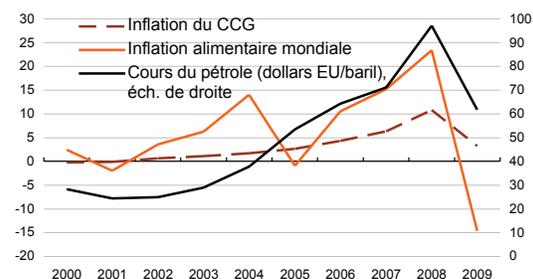
*Les niveaux et les différentiels d'inflation au sein de la zone du CCG tiennent en grande partie au cycle du pétrole même si d'autres facteurs, comme les prix internationaux des produits alimentaires et les entrées de capitaux, ont également joué.*

Depuis 2003, deux principales tendances caractérisent l'évolution de l'inflation dans la zone du CCG. Premièrement, le taux d'inflation globale y est lentement passé de zéro à un pic de plus de 10 % en 2008 avant de retomber à 3,2 % en 2009 (graphique 1). Deuxièmement, les différentiels d'inflation ont augmenté — d'environ 50 % en moyenne — pour atteindre plus de 11 points entre Bahreïn et le Qatar et entre l'Arabie saoudite et le Qatar en 2005. Cela est sans doute surprenant compte tenu de l'intégration croissante de ces économies, de l'ancrage de leur monnaie à une même devise (le dollar EU) et de la flexibilité de leur marché du travail. La réduction au minimum des écarts d'inflation au sein de la zone du CCG constitue l'un des principaux critères de convergence de l'union monétaire envisagée.

*Niveaux d'inflation.* L'inflation a commencé à augmenter dans la zone du CCG avec l'envolée des cours du pétrole en 2003 qui a permis aux gouvernements de lancer des programmes d'action sociale et de développement des infrastructures de grande ampleur (graphique 2). Cela a, à son tour, fait monter les prix du logement et des autres biens non échangeables et contribué à la surchauffe de ces économies. D'importantes entrées de capitaux dans certains pays de la zone, puis l'inversion de ces flux au début de la crise mondiale, ont aussi contribué à la dynamique de l'inflation (graphique 3). En outre, les importations de produits alimentaires et d'autres produits de base ont nourri les tensions inflationnistes du fait de l'importance de la part de l'alimentation dans l'indice des prix à la consommation (IPC).

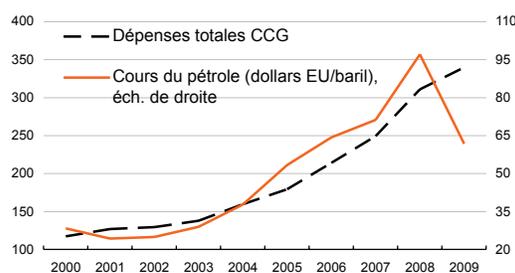
*Différentiels d'inflation.* L'inflation a augmenté plus vite au Qatar et dans les Émirats arabes unis que dans les autres pays membres du CCG pendant le boom pétrolier, avant d'y reculer plus fortement

Graphique 1  
**Inflation et cours du pétrole**  
(En pourcentage)



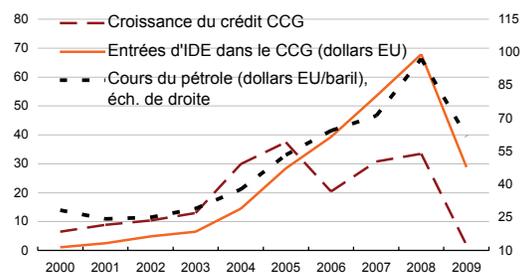
Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Graphique 2  
**Dépenses et cours du pétrole**  
(En milliards de dollars EU)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Graphique 3  
**Croissance du crédit et cours du pétrole**  
(En pourcentage)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

pendant la crise mondiale. Cela tient, pour une large part, au fait que le cycle expansion-récession a été plus marqué dans ces deux pays. Par exemple, la croissance du crédit au secteur privé s'est ralentie, tombant de 93 % au Qatar et 79 % dans les Émirats arabes unis en 2007 et au premier semestre de 2008 à 7,6 % et 0,7 %, respectivement, en 2009. C'est en revanche à Bahreïn que l'inflation est restée la plus stable pendant le dernier boom pétrolier du fait en partie de la modicité de la part du pétrole dans le PIB de ce pays qui, à 12 %, est la plus faible de la zone. Des facteurs structurels ont aussi contribué aux écarts d'inflation entre les membres du CCG, à savoir des pondérations différentes pour les produits alimentaires et les loyers qui sont les principales composantes de l'IPC, des goulets d'étranglement du côté de l'offre sur le marché du logement, plus contraignants dans certains pays que dans d'autres, et des différences dans les aides publiques.

Les auteurs de cet encadré sont Kamiar Mohaddes, Abdelhak Senhadji et Oral Williams.

publiques au moment où ils s'attaqueront aux problèmes épineux à moyen terme. Ce rééquilibrage est déjà en cours là où il n'existe pas de marge de manœuvre budgétaire (Iran, Soudan et Yémen, en particulier).

Avec la remontée des cours du pétrole et la reprise de l'activité non pétrolière, tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devraient voir leurs soldes budgétaires s'améliorer (graphique 1.7). L'amélioration est particulièrement sensible dans les pays membres du CCG pour lesquels elle devrait représenter près de 7 points du PIB entre 2009 et 2011. Cette tendance générale dissimule toutefois des disparités dans les orientations budgétaires mesurées par le solde budgétaire primaire hors pétrole, c'est-à-dire à l'exclusion des recettes pétrolières, des revenus nets des intérêts et des dépenses non discrétionnaires<sup>5</sup> (graphique 1.8).

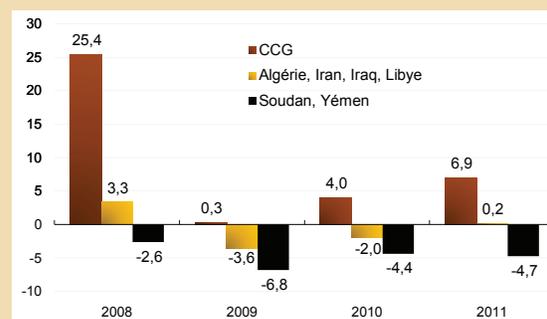
Un groupe de pays — plusieurs pays membres du CCG et l'Algérie — jouit d'une large marge de manœuvre budgétaire grâce à son faible niveau d'endettement et aux importants volants de sécurité constitués avant la crise. Cela a permis à ces pays de mettre en œuvre des mesures de relance pendant la période 2009-11 :

- Plusieurs pays membres du CCG — Arabie saoudite, Koweït, Oman et Qatar — sont

en train d'augmenter notablement leurs dépenses de développement et d'équipement. L'Arabie saoudite continue d'appliquer des mesures de relance budgétaire en 2010 — les dépenses totales et les dépenses en capital devraient augmenter de 11 % et de plus de 22 %, respectivement — mais elle commencera à démonter le dispositif en 2011 avec une réduction de 5 points du déficit primaire hors pétrole.

- En dehors d'un programme pluriannuel d'investissements publics qui prévoyait déjà de grosses dépenses en capital, l'Algérie doit procéder, en 2010, à un relèvement important des salaires de la fonction publique qui, d'après les projections, devrait accroître la masse

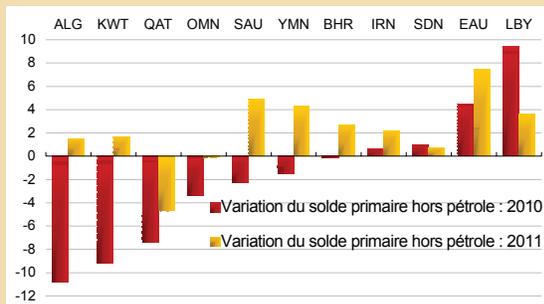
Graphique 1.7  
**Amélioration des soldes budgétaires**  
(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

<sup>5</sup>Dans le cas du Koweït, par exemple, les transferts en faveur du fonds pour les générations futures et la recapitalisation de la sécurité sociale sont aussi exclus.

Graphique 1.8

**Grande disparité des orientations budgétaires***(En pourcentage du PIB non pétrolier)*

Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

salariale publique de plus de 30 %. De ce fait, le déficit budgétaire primaire hors pétrole devrait se creuser de près de 10 points du PIB hors pétrole en 2010 et ne diminuer que faiblement en 2011.

À l'autre extrémité du spectre, l'Iraq, le Soudan et le Yémen, qui disposent d'une faible marge de manœuvre budgétaire, réduisent leur déficit en 2010-11, après avoir commencé à durcir leur politique budgétaire en 2009 :

- En Iraq, après plusieurs années consécutives de rééquilibrage — par une diminution des dépenses en capital et des améliorations de la gestion des recettes — le solde primaire hors pétrole sera, en 2011, plus élevé de 7½ points de PIB non pétrolier qu'en 2008.
- Le Soudan resserre sa politique budgétaire de 1 point du PIB non pétrolier en 2010 à l'aide de mesures tendant, presque à parts égales, à renforcer la gestion des recettes et à réduire les dépenses de fonctionnement.
- Au Yémen, la mise en application, dans le cadre d'un nouveau programme soutenu par le FMI, d'un impôt général sur les ventes parallèlement à des mesures visant à réduire les subventions pétrolières et à élargir la base d'imposition des opérations commerciales et des revenus, contribuera à un ajustement de plus de 2 points du

PIB non pétrolier en 2010, tandis que les dépenses sociales et les dépenses d'équipement augmenteront.

Dans deux autres cas, les gouvernements s'attaquent à des problèmes budgétaires à court terme :

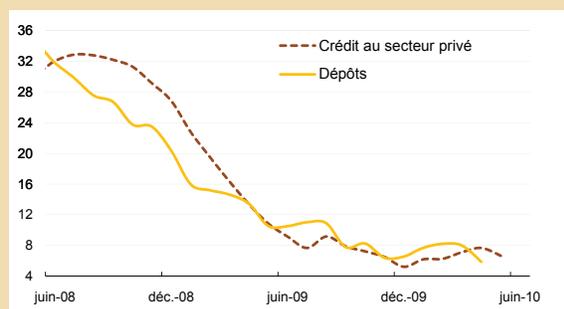
- Avec des possibilités de financement plus limitées, l'Iraq continue de faire face aux besoins de reconstruction dans le cadre d'un programme soutenu par le FMI.
- Dubaï doit relever des défis à court terme tandis que les autorités d'Abou Dhabi disposent de substantiels volants budgétaires. Pour l'ensemble des Émirats arabes unis, l'importante action de relance menée en 2009 a essentiellement concerné les transferts en faveur d'entreprises liées au gouvernement de Dubaï. En l'absence de nouveaux concours financiers d'Abou Dhabi au profit de Dubaï, le déficit primaire hors pétrole des Émirats arabes unis devrait diminuer, d'après les projections, d'environ 12 points du PIB non pétrolier sur la période 2010-11.

### Une inflexion probable de la politique monétaire accommodante

La politique monétaire accommodante appliquée depuis 2009 est en grande partie justifiée dans la mesure où le crédit au secteur privé n'a pas notablement repris et où l'inflation reste maîtrisée dans la plupart des pays. Dans le cas des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, la croissance annuelle du crédit est remontée à 6,7 % en mai 2010 après être tombée à 4,1 % fin 2009, mais elle n'en restait pas moins loin du niveau de 32 % atteint à l'automne 2008 (graphique 1.9). La reprise de l'expansion du crédit se fait encore attendre dans plusieurs pays (Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Qatar).

Le défi pour la politique monétaire est de concilier le besoin de soutenir une reprise de l'expansion du crédit et la nécessité de

Graphique 1.9

**Crédit et dépôts<sup>1</sup>***(données agrégées pondérées au PIB en PPA; en glissement annuel; en pourcentage)*Sources : autorités nationales; FMI, *International Financial Statistics*.<sup>1</sup>À l'exclusion de l'Iraq et de l'Iraq par manque de données.

réduire le risque d'une résurgence de l'inflation résultant de l'effet décalé de la montée des prix internationaux des produits alimentaires et de l'expansion de la demande intérieure. Bien que la possibilité de mener une politique monétaire anticyclique en jouant sur les taux d'intérêt intérieurs soit limitée pour la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région — du fait de la fixité de leurs régimes de change et de l'ouverture de leur compte de capital (pays du CCG) — certains d'entre eux ont été en mesure de contrebalancer le ralentissement du crédit au secteur privé en procédant à un assouplissement quantitatif, en réduisant les coefficients de réserves obligatoires et en fournissant des liquidités et des capitaux au secteur bancaire. Ces initiatives devront être inversées à mesure que la reprise s'installera et que les banques deviendront plus disposées et plus aptes à prêter. Du fait qu'ils sont dotés de régimes de change plus souples, d'autres pays (Algérie et Soudan) ont complété l'assouplissement monétaire par une dépréciation nominale de leur monnaie pour empêcher une plus forte détérioration de leurs soldes extérieurs.

En partie pour faire face à l'évolution de la conjoncture, certains pays ont déjà commencé à adopter une politique monétaire plus neutre :

- Oman a mis fin à des mesures destinées à assouplir les conditions de crédit — relèvement du plafond fixé pour le ratio prêts/dépôts et réduction du coefficient de réserves obligatoires.
- Le Soudan a commencé à réduire progressivement les prêts de la banque centrale aux banques.
- L'Arabie saoudite a supprimé la plupart de ses mesures exceptionnelles de soutien des liquidités.
- En Iran, la banque centrale laisse les taux directeurs augmenter en termes réels depuis le début de 2009, ce qui modère la demande intérieure. Toutefois, il faudra peut-être ajuster les taux nominaux à la hausse pour maintenir cette orientation du fait de la poussée récente d'inflation.

Le Qatar a abaissé ses taux directeurs — de 50 points de base — pour la première fois depuis avril 2008, invoquant une amélioration des primes de risque souverain du pays et des taux d'intérêt réels élevés. De fait, le Qatar avait réussi à maintenir depuis quelque temps des taux d'intérêt relativement élevés sans provoquer une vague d'entrées de capitaux perturbatrices.

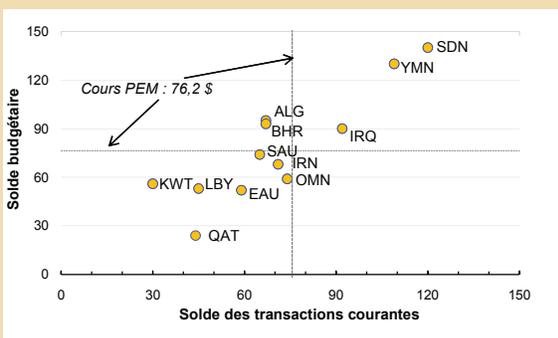
## Recentrage de la politique budgétaire à moyen terme

Bien qu'ils aient donné à leur politique budgétaire des orientations diverses, tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP doivent faire face au même type de problèmes budgétaires à moyen terme. Même ceux qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire au-delà de 2011 devront assainir par la suite leurs finances publiques pour assurer une utilisation durable de leurs recettes pétrolières et gazières ainsi que l'équité intergénérationnelle. Du fait de la forte dépendance de ces pays à l'égard des recettes pétrolières, leurs soldes budgétaires restent vulnérables à des risques baissiers (encadré 1.1).

Graphique 1.10

**Prix d'équilibre du pétrole en 2010**

(En dollars EU/baril)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Sauf dans le cas du Koweït, de la Libye et du Qatar, les prix d'équilibre du pétrole pour les pays exportateurs sont proches du prix attendu pour 2010 ou le dépassent (graphique 1.10).

Tous les pays devraient adopter des mesures budgétaires allant au-delà de 2011 pour avancer dans plusieurs domaines importants tels que la réorientation des dépenses publiques, la rationalisation des subventions énergétiques et la diversification des recettes :

- *Réorientation des dépenses* : les pays essaient de déterminer comment répartir au mieux les ressources publiques pour répondre aux besoins sociaux essentiels (Soudan et Yémen), faire face aux exigences de la reconstruction (Iraq) et mettre en œuvre des projets généraux dans le domaine des infrastructures et de l'éducation qui soient susceptibles de compléter les activités du secteur privé et, par là même, de favoriser une plus grande diversification économique (le CCG). L'Arabie saoudite a ciblé la construction de logements comme moyen de réduire les goulets d'étranglement de l'offre dans ce secteur clé. En Libye, le défi est de veiller à l'emploi rationnel des deniers publics et de faire en sorte que les dépenses correspondent à la capacité d'absorption de l'économie.

- *Rationalisation des subventions énergétiques* : les subventions énergétiques sont très répandues dans tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. On estime, par exemple, qu'en 2008 les subventions implicites aux carburants s'élevaient à 15 % du PIB en Iraq, 12 % en Iran et au Yémen, 7 à 8 % aux Émirats arabes unis et au Koweït, 4 % à 5 % en Libye et au Qatar et 3½ % en Oman. Plusieurs gouvernements se disent de plus en plus préoccupés par le coût budgétaire de ces subventions, le gaspillage de ressources qu'elles impliquent et la dépendance durable de l'industrie à leur égard. Certains pays ont, en conséquence, commencé à s'attaquer à ces problèmes. Il est indispensable, pour cela, d'identifier tout d'abord clairement les subventions dans le budget, comme l'a fait la Libye il y a peu. En Iran, où les prix à la pompe sont parmi les plus bas de la région, la mise en œuvre d'une réforme exhaustive des subventions énergétiques a été approuvée en 2010, mais il est probable qu'elle n'aura finalement qu'un effet neutre sur le budget<sup>6</sup>. Les pays qui décident de supprimer progressivement les subventions énergétiques doivent être attentifs à l'effet de la hausse des prix sur les couches de population défavorisées et veiller à ce que des filets de protection sociale permettent efficacement de l'atténuer.
- *Diversification des recettes* : il faudrait s'efforcer de réduire la dépendance à l'égard des recettes pétrolières en soumettant le secteur non pétrolier à de nouvelles taxes ou en rendant plus efficient le recouvrement des impôts existants. Le Yémen a adopté récemment un impôt général sur les ventes et d'autres pays s'engagent dans cette voie à moyen

<sup>6</sup>Conformément à l'engagement manifesté de longue date à faire bénéficier la population de la richesse pétrolière, les autorités nationales envisagent de distribuer l'épargne budgétaire aux ménages et aux entreprises pour les dédommager de la hausse des coûts des carburants.

terme : l'Iraq compte appliquer une taxe sur les ventes tandis que le CCG envisage de mettre en place une taxe sur la valeur ajoutée dans la perspective de l'établissement d'une union monétaire. En outre, de nombreux pays s'emploient à élargir l'assiette fiscale, réduire les exonérations et combattre la fraude fiscale.

## Développement du secteur financier

Compte tenu de la diversité des situations initiales et des chocs liés à la crise subis au cours des deux dernières années (encadré 1.4), les stratégies concernant le secteur financier varieront à l'avenir d'un pays à l'autre :

- En dehors du CCG, le défi est de stimuler le développement financier en supprimant les obstacles à l'entrée et à la sortie des marchés et, dans certains cas, en réduisant la participation de l'État dans le système bancaire. L'assainissement des bilans doit être poursuivi là où la part des prêts improductifs est élevée, et un cadre de régulation et de surveillance approprié doit être mis en place pour faire en sorte que ces prêts ne renouent pas avec les tendances passées à la hausse et que suffisamment de fonds propres soient constitués pour amortir de futurs chocs. Ce dernier point est d'autant plus important que la marge de manœuvre budgétaire existante est aussi réduite dans nombre de pays, ce qui limite fortement la possibilité d'injection de capitaux publics en périodes de crise.
- Pour les membres du CCG dont le développement financier est plus avancé, le défi est de consolider les progrès déjà réalisés et de s'attaquer aux vulnérabilités que la crise a mises en évidence. Bien que les importants volants de capital existants et la santé générale du secteur financier aient contribué à la résilience de ces systèmes, beaucoup de progrès restent à faire dans les domaines de la réglementation et de la supervision. La réforme de la réglementation

devrait suivre les initiatives prises au niveau mondial pour réduire la cyclicalité à l'aide d'outils macroprudentiels, fixer des normes de liquidité plus strictes, s'attaquer aux problèmes des institutions financières d'importance systémique et améliorer les cadres de résolution des défaillances bancaires tout en laissant une certaine liberté d'action à chaque pays. Il faudrait chercher à responsabiliser les autorités de surveillance et à créer les conditions et les incitations appropriées pour une surveillance à la fois rigoureuse, préventive et flexible.

- La région a déjà mis en œuvre des mesures macroprudentielles avec un certain succès. L'expérience de l'Arabie saoudite en matière de provisionnement anticyclique pendant les années d'expansion — couvrant les prêts improductifs à hauteur de plus de 140 % en 2007 — illustre les effets positifs possibles de ce type d'approche. Les pays peuvent consolider ce succès en instaurant des mécanismes susceptibles de jouer le rôle d'amortisseurs automatiques, dans l'esprit des normes de Bâle III récemment adoptées.
- Pour les pays du CCG et pour les autres pays, le développement de marchés obligataires peut être bénéfique en créant une source complémentaire de financement. Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle catalyseur en plaçant davantage de titres sur le marché intérieur — même si cela n'est pas nécessaire pour le financement public — en vue de contribuer à établir une courbe de taux de référence par rapport à laquelle le prix des placements du secteur privé pourra être fixé<sup>7</sup>.

<sup>7</sup>Le FMI fournit, dans ce domaine, une assistance technique avec le Fonds monétaire arabe dans le cadre du programme Arab Debt Market Development Initiative — ADMDI (initiative pour le développement du marché arabe de la dette) qui a été lancé en 2009.

## Encadré 1.4

**Crise et secteur financier : des ripostes variables selon les conditions de départ**

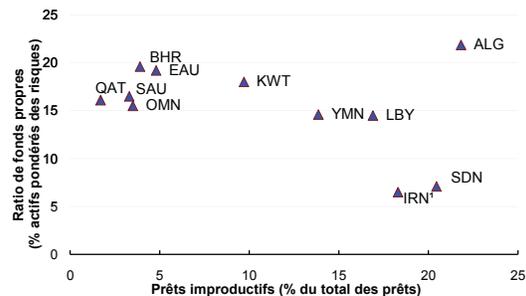
Au regard de l'impact de la crise financière mondiale sur les systèmes bancaires, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP peuvent être classés dans deux grandes catégories. Les plus touchés ont été les membres du CCG, dotés de systèmes bancaires aux circuits relativement développés et très exposés aux secteurs immobilier et BTP en difficulté. Les banques de ces pays étaient toutefois aussi en meilleure position pour supporter les chocs et elles ont donc assez bien résisté à la crise. Les systèmes bancaires hors CCG, généralement moins profonds et se caractérisant par des bilans beaucoup plus faibles, n'ont pas été aussi exposés aux chocs importants qui ont frappé le secteur immobilier sous l'effet de la crise, mais ils continuent d'être aux prises avec des niveaux chroniquement élevés de prêts non performants.

La crise financière mondiale a non seulement ralenti le crédit dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, mais elle a aussi plombé les bilans des banques en réduisant leurs liquidités et leur rentabilité, érodant la qualité de leur actif et les obligeant, au bout du compte, à puiser dans leurs fonds propres au moment même où il était difficile ou relativement coûteux de faire appel au secteur privé pour les reconstituer. La contribution du système bancaire à l'impact macroéconomique a été fonction du degré auquel 1) le secteur bancaire était exposé aux secteurs le plus fortement touchés, comme l'immobilier et le BTP dans les pays du CCG, 2) les banques avaient constitué des provisions pour pertes sur prêts ou des volants de fonds propres, 3) les pouvoirs publics ont été capables et désireux de combler le déficit de fonds propres en tant que de besoin, et 4) l'activité réelle était tributaire du financement bancaire.

Ces caractéristiques varient notablement entre les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Le choc initial sur la rentabilité et la qualité de l'actif a été nettement plus fort dans les pays membres du CCG que dans les autres pays exportateurs de pétrole. Partant certes d'un très faible niveau, le ratio des prêts non performants a plus que doublé en Arabie saoudite et doublé dans les Émirats arabes unis tandis qu'il a très sensiblement augmenté dans les autres pays du CCG. Le problème d'un niveau élevé de prêts non performants se posait, en revanche, de façon plus chronique en dehors du CCG même avant la crise, avec un ratio moyen de 20,5 %<sup>1</sup>, en 2008, contre 2,5 % seulement dans les pays du CCG (graphique 1).

Avant la crise, les ratios de fonds propres étaient aussi plus élevés en moyenne dans les pays membres du CCG (15,8 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 12,1 % dans les pays non membres) encore que plusieurs pays hors CCG présentaient de confortables volants de sécurité, comme l'Algérie (16,5 %) et

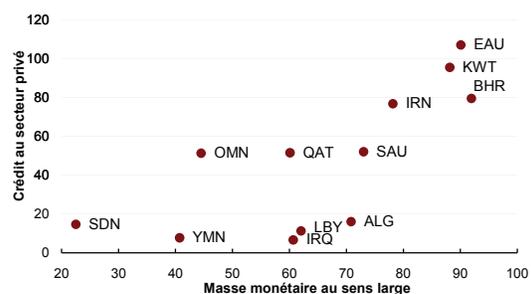
Graphique 1  
**Indicateurs de stabilité financière, 2009**



Source : autorités nationales.

<sup>1</sup>Décembre 2008.

Graphique 2  
**Mesures de la profondeur financière, 2009**  
(En pourcentage du PIB)



Source : autorités nationales.

le Yémen (14,6 %). Par ailleurs, tous les gouvernements des pays du CCG ont consenti de gros efforts pour soutenir le capital des banques, en utilisant en fait à cette fin une part importante de l'assouplissement quantitatif. Il convient particulièrement de noter les fortes injections de fonds publics (1,5 milliard de dollars EU) effectuées au Qatar conjointement avec des achats d'actifs bancaires (portefeuilles d'actions et de biens immobiliers) qui ont eu globalement un effet estimé de 2 points sur le ratio de fonds propres des huit principales banques cotées en bourse<sup>2</sup>. Dans les Émirats arabes unis, les injections de fonds publics ont contribué à augmenter le ratio de fonds propres de 7 points pour le porter à 20 %.

La dépendance de l'économie réelle à l'égard de l'intermédiation bancaire varie aussi considérablement entre les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (graphique 2). Le ratio masse monétaire au sens large/PIB — un indicateur du degré de monétisation d'une économie — qui dépasse 50 % dans la plupart des pays, est en gros comparable aux niveaux normalement observés dans les pays émergents. Le ratio crédit au secteur privé/PIB, qui constitue un meilleur indicateur de l'intermédiation financière effective, varie toutefois plus fortement. Il dépasse 76 % — l'équivalent plus ou moins de celui observé pour la Finlande en 2008 — dans certains pays du CCG (Bahreïn, Émirats arabes unis et Koweït). Dans d'autres cas (Algérie, Iraq, Libye, Soudan et Yémen)<sup>3</sup>, il est nettement inférieur à 20 %, ce qui indique que le secteur bancaire ne contribue pas encore beaucoup à mobiliser les fonds vers des activités productives propices à la croissance.

<sup>1</sup>Ce pourcentage n'inclut pas l'Iraq.

<sup>2</sup>On remarquera que les injections de capital ont pour effet d'augmenter le numérateur du ratio de fonds propres alors que les achats d'actifs en réduisent le dénominateur en modifiant la composition des actifs, ce qui réduit les actifs pondérés en fonction des risques.

<sup>3</sup>Bien qu'à près de 80 % le ratio crédit/PIB de l'Iraq paraisse élevé, une part importante de ce pourcentage correspond à des crédits dirigés par l'État et accordés par des banques publiques.

- Enfin, il sera très important de coordonner l'action des pays concernant le secteur financier dans trois principaux domaines. Premièrement, avec la progression constante des activités internationales des banques, les pays devront concevoir et mettre en œuvre de façon concertée leurs stratégies en matière de résolution des défaillances et de surveillance. Deuxièmement, l'adoption progressive de nouvelles mesures — durcissement des exigences en matière de fonds propres et de liquidités, par exemple — devra être harmonisée autant que possible afin d'éviter des arbitrages entre réglementations se traduisant par une convergence des activités risquées vers les pays dotés des normes les plus faibles. Troisièmement, dans la mesure où la part des institutions financières islamiques augmentent dans la région, il est impératif d'élaborer des normes minimales communes et des pratiques exemplaires pour les activités conformes à la charia.

## Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000-05	2006	2007	2008	2009	Proj. 2010	Proj. 2011
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>6,0</b>	<b>4,5</b>	<b>1,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,0</b>
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>							
Algérie	4,5	2,0	3,0	2,4	2,4	3,8	4,0
Bahreïn	6,0	6,7	8,4	6,3	3,1	4,0	4,5
Iran, R. I. d'	5,5	5,8	7,8	1,0	1,1	1,6	3,0
Iraq	...	6,2	1,5	9,5	4,2	2,6	11,5
Koweït	7,1	5,3	4,5	5,5	-4,8	2,3	4,4
Libye	4,3	6,7	7,5	2,3	-2,3	10,6	6,2
Oman	3,3	5,5	6,8	12,8	3,6	4,7	4,7
Qatar	8,7	18,6	26,8	25,4	8,6	16,0	18,6
Arabie saoudite	4,0	3,2	2,0	4,2	0,6	3,4	4,5
Soudan	6,4	11,3	10,2	6,8	4,5	5,5	6,2
Émirats arabes unis	7,7	8,7	6,1	5,1	-2,5	2,4	3,2
Yémen	4,5	3,2	3,3	3,6	3,9	8,0	4,1
<b>Inflation des prix à la consommation</b>	<b>6,2</b>	<b>8,7</b>	<b>10,8</b>	<b>15,0</b>	<b>6,8</b>	<b>5,9</b>	<b>6,4</b>
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>							
Algérie	2,3	2,3	3,6	4,9	5,7	5,5	5,2
Bahreïn	0,7	2,0	3,3	3,5	2,8	2,6	2,5
Iran, R. I. d'	14,1	11,7	17,2	25,5	13,5	8,0	10,0
Iraq	...	53,2	30,8	2,7	-2,8	5,1	5,0
Koweït	1,7	3,1	5,5	10,6	4,0	4,1	3,6
Libye	-3,3	1,4	6,2	10,4	2,8	4,5	3,5
Oman	0,1	3,4	5,9	12,6	3,5	3,8	3,5
Qatar	3,5	11,8	13,8	15,0	-4,9	1,0	3,0
Arabie saoudite	-0,1	2,3	4,1	9,9	5,1	5,5	5,3
Soudan	7,6	7,2	8,0	14,3	11,3	10,0	9,0
Émirats arabes unis	3,6	9,3	11,1	12,3	1,2	2,0	2,5
Yémen	11,6	10,8	7,9	19,0	3,7	9,8	8,9
<b>Solde budgétaire des administrations publiques</b>	<b>5,9</b>	<b>12,9</b>	<b>10,3</b>	<b>12,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,9</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Algérie	6,6	13,5	4,4	7,7	-6,7	-9,9	-8,4
Bahreïn	4,6	2,8	1,1	4,9	-8,9	-5,4	-5,5
Iran, R. I. d'	2,0	0,0	2,7	0,0	-1,7	0,4	2,4
Iraq	...	15,5	12,4	-3,3	-21,9	-14,2	-8,2
Koweït <sup>1</sup>	27,2	35,4	39,8	19,9	19,6	17,1	17,8
Libye	12,6	33,1	33,3	30,3	9,4	13,3	14,2
Oman <sup>1</sup>	8,4	13,8	11,0	13,8	1,2	5,3	4,9
Qatar	8,8	8,6	10,8	10,3	14,4	10,8	7,3
Arabie saoudite	7,7	24,6	15,7	35,4	-2,4	1,9	6,2
Soudan	-0,6	-4,3	-5,4	-1,4	-4,7	-3,7	-4,6
Émirats arabes unis <sup>2</sup>	6,2	16,6	13,8	12,3	-12,4	-2,7	3,7
Yémen	0,0	1,2	-7,2	-4,5	-10,2	-5,5	-5,0
<b>Solde extérieur courant</b>	<b>11,8</b>	<b>22,9</b>	<b>18,9</b>	<b>19,5</b>	<b>4,6</b>	<b>6,7</b>	<b>7,8</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Algérie	14,0	24,7	22,8	20,2	0,3	3,4	3,6
Bahreïn	5,0	13,8	15,7	10,3	2,7	5,2	5,5
Iran, R. I. d'	5,2	9,2	11,9	7,3	3,6	4,2	4,5
Iraq	...	19,0	12,5	12,8	-25,7	-14,4	-8,6
Koweït	26,2	44,6	36,8	40,7	29,1	30,1	30,3
Libye	18,9	49,8	41,7	41,7	15,7	20,1	20,3
Oman	9,4	15,4	5,9	8,3	-0,6	5,8	6,1
Qatar	25,5	26,6	26,9	31,2	14,3	15,6	23,0
Arabie saoudite	13,6	27,8	24,3	27,8	6,1	6,7	6,2
Soudan	-9,5	-15,2	-12,5	-9,0	-12,9	-8,9	-7,1
Émirats arabes unis	11,0	20,6	9,7	8,6	4,0	5,4	5,6
Yémen	5,3	1,1	-7,0	-4,6	-10,7	-4,9	-4,5

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

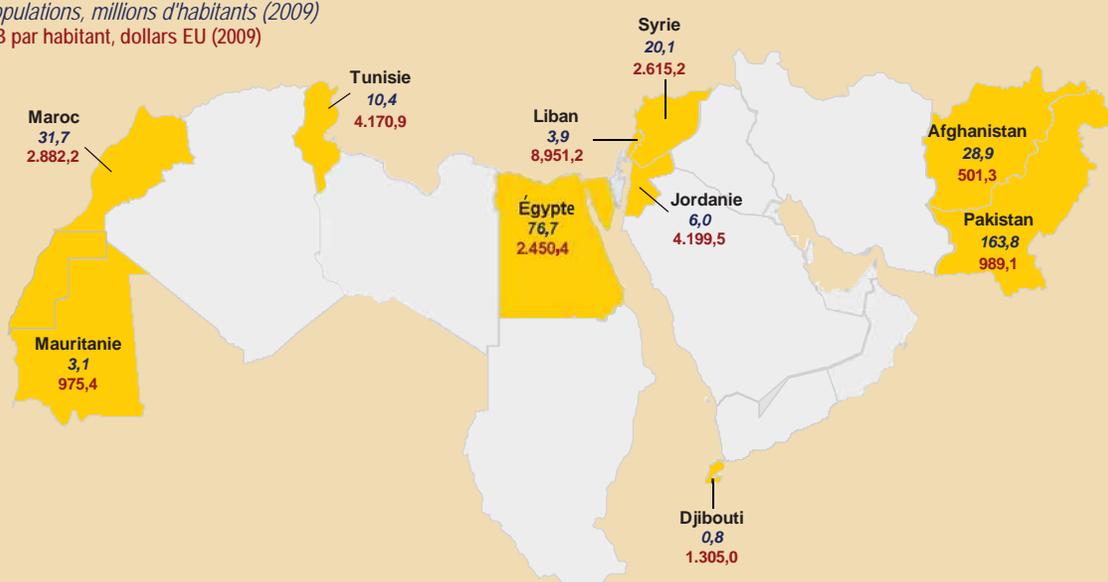
<sup>1</sup>Administration centrale.<sup>2</sup>Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats Abou Dhabi, Dubaï et Sharjah.

## 2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : s'adapter à la nouvelle donne de la croissance mondiale<sup>1</sup>

### Aperçu général

*Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont bien résisté à la crise financière mondiale de 2008–09, en utilisant à bon escient les marges de manœuvre limitées dont ils disposaient pour mener une politique macroéconomique anticyclique. Leur situation économique s'est raffermie et ils sont maintenant en mesure d'entreprendre de rééquilibrer leur situation budgétaire. L'enjeu majeur à moyen terme reste de créer suffisamment d'emplois pour des populations en rapide expansion. À cette fin, il est essentiel de rehausser la compétitivité de la région et de réorienter les échanges vers les pays émergents en forte expansion, à l'heure où la croissance des partenaires commerciaux traditionnels de la région en Europe s'est ralentie.*

Populations, millions d'habitants (2009)  
PIB par habitant, dollars EU (2009)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft Map Land.

Note : Les noms des pays et leurs frontières telles qu'elles apparaissent sur cette carte ne correspondent pas nécessairement à la position officielle du FMI.

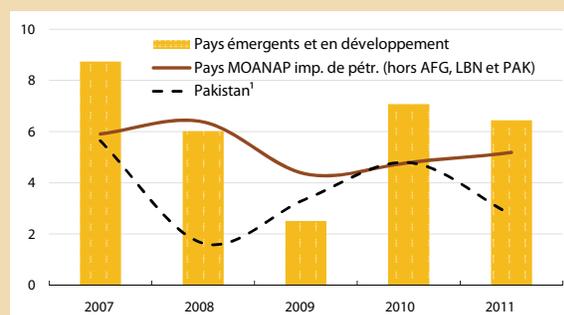
### La reprise s'affermie

La situation économique de la plupart des pays de la région a continué à se raffermir en 2010 (graphique 2.1). En Égypte, au Maroc et en Tunisie, le taux de croissance annuel du PIB non agricole a augmenté progressivement

depuis le premier trimestre de 2009, atteignant 5½–6 % au premier trimestre de 2010, en contrepoint d'un tassement de la croissance du secteur agricole. Djibouti, la Mauritanie et la Syrie connaissent aussi une expansion robuste, les projections laissant entrevoir une hausse de la production de 4½–5 % en 2010. Le profil de la reprise n'est cependant pas le même dans tous les pays. Au Pakistan, les récentes inondations ont eu des effets dévastateurs sur

<sup>1</sup>Préparé par Tobias Rasmussen avec les contributions des équipes chargées des divers pays.

Graphique 2.1

**Production pour l'essentiel en hausse***(Croissance du PIB réel; en pourcentage)*

Sources : autorités nationales; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations des services.

<sup>1</sup>Chiffres correspondant à l'exercice (juillet-juin); 2011 correspond à l'exercice 2010/11.

la population, et la projection de croissance pour l'exercice 2010/11, qui devait initialement dépasser 4 %, a été revue à la baisse de quelque 1½ % point (encadré 2.1). À l'autre bout du spectre, l'Afghanistan et le Liban ont connu, en dépit de la récession mondiale, une vive expansion en 2009, et celle-ci devrait se poursuivre à un rythme de 8–9 % en 2010.

Dans la plupart des pays, les recettes extérieures sont à nouveau en forte augmentation. Vers la fin du premier semestre de 2010, la hausse des importations et des exportations s'était à peu près stabilisée, après une chute marquée, puis un rebond à la suite de la crise mondiale. Les envois de fonds sont aussi en constante progression, hormis en Tunisie — dont les flux proviennent presque entièrement d'Europe —, où les projections laissent entrevoir une baisse des entrées en 2010 par rapport à l'année précédente. Les déficits extérieurs courants devraient donc rester proches de leurs niveaux actuels, aux environs de 3½ % du PIB en moyenne tant en 2010 qu'en 2011. L'investissement direct étranger a continué à diminuer dans plusieurs pays, mais devrait se redresser en 2011, suivant en cela la tendance mondiale.

La région a aussi bien résisté aux turbulences des marchés financiers mondiaux. Les soubresauts

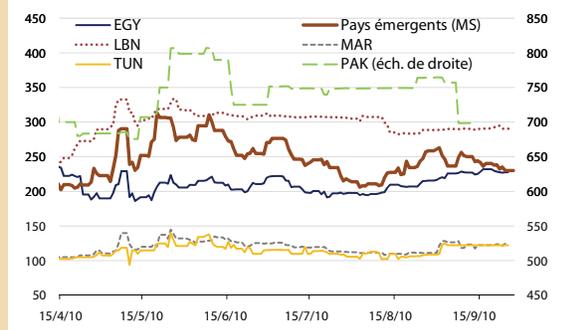
d'avril–mai 2010 provoqués par les problèmes d'endettement en Europe méridionale n'ont guère eu d'impact. L'Égypte a subi quelques sorties de capitaux, mais les écarts de taux d'intérêt de la dette souveraine et des contrats sur défaut de crédit (CDS) n'ont augmenté que marginalement en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Les écarts des CDS se sont accrus au Liban et au Pakistan, mais guère plus que dans l'ensemble des pays émergents (graphique 2.2). Par ailleurs, hormis en Égypte, où les marchés ont partiellement pâti de l'incertitude à l'approche des élections, les indices boursiers de la région ont moins baissé que la moyenne des pays émergents en mai, encore que les marchés jordanien et libanais aient continué à chuter, alors que les bourses des autres pays émergents ont rebondi (graphique 2.3).

Le crédit au secteur privé est en progression depuis la fin de 2009, et croît maintenant à un taux annuel supérieur à 10 % dans tous les pays sauf en Égypte, en Jordanie, en Mauritanie et au Pakistan. Signe que la région est restée à l'abri de la crise financière mondiale, les créances improductives ont pour l'essentiel baissé par rapport à il y a deux ans, encore que, dans quelques pays, elles représentent encore plus de 10 % du total des prêts. À quelques exceptions près, dont tout récemment en Afghanistan, les banques de la région ont une assise financière solide.

Globalement, ces pays sont proches de leurs taux de croissance tendancielle à long terme. Les projections tablent sur un taux de croissance combiné du PIB réel de 5 % en 2010 et de 4,4 % en 2011, ce qui est proche de la moyenne de 2000–08, soit 4,8 %. La région se distingue effectivement par sa capacité à avoir surmonté la récession mondiale, la Mauritanie étant le seul pays à avoir accusé une croissance négative en 2009, tandis que la plupart des pays ont déjà pour une large part comblé l'écart entre la production effective et potentielle. Il reste cependant que le rythme de la croissance tendancielle de la région est encore bien inférieur à la moyenne des pays émergents.

Graphique 2.2  
Stabilité relative des écarts de taux sur la dette locale

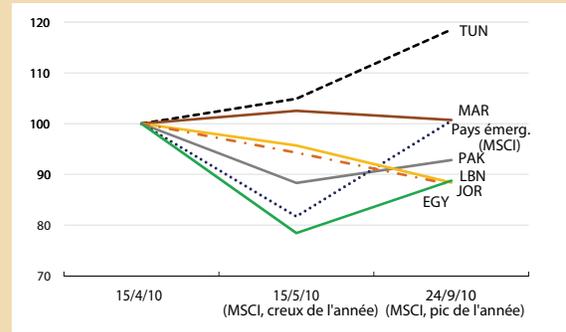
(Écarts des contrats sur défaut de crédit: points de base)



Sources : Bloomberg et Markit.

Graphique 2.3  
Fluctuations boursières

(Indices boursiers; 15 avril 2010 = 100)



Source : Bloomberg.

### Assainissement budgétaire en cours

La croissance économique s'affermissant, les gouvernements de la région ont repris, à juste titre, leurs efforts de rééquilibrage des finances publiques. Si le niveau de la dette publique dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP est supérieur à la moyenne des pays émergents (graphique 2.4), l'amélioration de leur situation budgétaire au cours des années précédant la crise financière mondiale leur a toutefois ménagé une marge de relance qui a limité les dommages en 2008-09. Maintenant que leur économie a retrouvé un bon rythme de croissance et que leurs recettes sont en progression, la plupart des pays importateurs de pétrole comptent reprendre leurs efforts de rééquilibrage des finances publiques. De ce fait, les déficits publics devraient, d'après les projections, s'amenuiser en 2011 dans tous les pays, sauf en Afghanistan et au Liban.

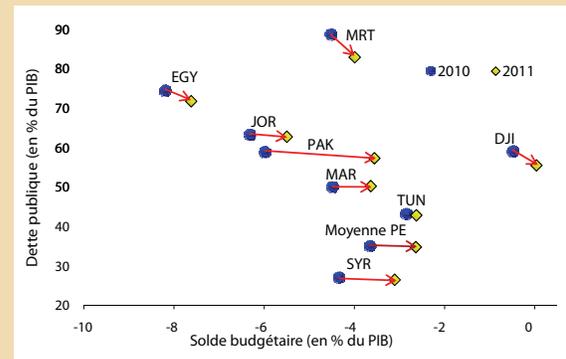
Les plans de rééquilibrage budgétaire sont en grande partie axés sur la réduction des dépenses. Ils comportent certes aussi des mesures telles que l'institution d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Syrie et des améliorations de l'administration fiscale dans plusieurs autres pays, mais le gros des efforts vise à réduire les subventions et d'autres dépenses courantes (tableau 2.1). L'accent ainsi mis sur les améliorations administratives et la réduction des inefficiences devrait amortir tout impact négatif sur la demande globale à court

terme et contribuer à favoriser la croissance future. Cependant, nonobstant les efforts de réduction des subventions, la récente envolée des cours du blé pourrait annuler l'effet de la réduction des dépenses pour autant que les pouvoirs publics ne répercutent qu'une partie de la hausse sur les consommateurs.

- En Égypte, le gouvernement a renoué avec sa stratégie de rééquilibrage des finances publiques à moyen terme, après deux ans de relance budgétaire. En renforçant le recouvrement de l'impôt, en relevant la taxe sur les ventes de certains articles et en rationalisant les subventions alimentaires et énergétiques, il vise à réduire le déficit budgétaire du secteur public de 0,5 % du

Graphique 2.4  
Déficits budgétaires en baisse

(Solde budgétaire global et dette publique, en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

## Encadré 2.1

## Inondations sans précédent au Pakistan : l'impact socioéconomique

*Les inondations de juillet/août 2010 au Pakistan ont causé de terribles pertes de vies humaines et auront des conséquences économiques bien au-delà de la destruction immédiate. L'État a rapidement fait face aux difficultés de la situation, avec l'aide de la communauté internationale.*

Les inondations massives provoquées par les grosses pluies de mousson au Nord du Pakistan ont dévasté des villages entiers. On estime à 20 millions — plus de 10 % de la population — le nombre de personnes sinistrées jusqu'à présent, et il y a eu des milliers de morts et de blessés. Près de 2 millions d'habitations ont été détruites ou endommagées, et les infrastructures routières, de télécommunications et énergétiques ont subi d'énormes dégâts.

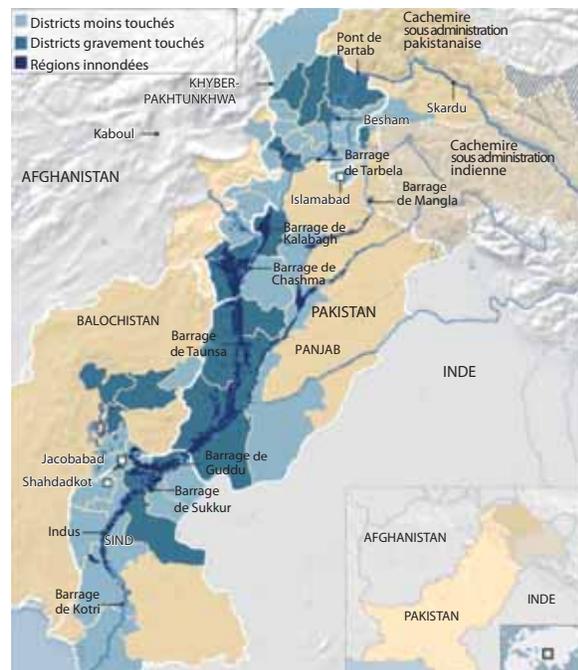
L'étendue exacte des pertes économiques n'est pas encore connue, mais on estime que le taux de croissance du PIB réel ne dépassera guère 2¾ % pour l'exercice 2010/11, contre une projection de plus de 4 % avant les inondations. L'agriculture — qui représente 21 % du PIB et 45 % des emplois — a été frappée de plein fouet : d'après les estimations, 10 % de l'ensemble des terres cultivées ont été inondées et une grande partie des animaux d'élevage ont été perdus. L'industrie manufacturière a aussi été éprouvée, ce qui va faire baisser les exportations.

Les efforts des autorités ont d'abord porté sur les secours d'urgence, en étroite coopération avec les Nations Unies, et sur la mobilisation de l'aide internationale. Le FMI a rapidement débloqué une aide d'urgence de 450 millions de dollars EU en septembre. D'autres bailleurs de fonds ont aussi annoncé leur assistance.

Les dégâts subis par les infrastructures auront des prolongements au-delà de 2010, grevant la croissance et alourdissant les difficultés budgétaires du Pakistan. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont entrepris une évaluation des besoins et du préjudice subi, qui servira de base pour la révision du budget et du cadre budgétaire à moyen terme.

Les auteurs de cet encadré sont Udo Kock, Paul Ross, Jaroslaw Wieczorek et Jiri Jonas.

## Inondations au Pakistan



Sources : données du Bureau de coordination des affaires humanitaires (23 août 2010); carte produite par la British Broadcasting Corporation (23 août 2010).

Note : Cette carte a été trouvée sur le site de la BBC par le lien suivant : [www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-11060686](http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-11060686).

PIB durant l'exercice 2010/11 (juillet-juin) et à le ramener aux alentours de 3,5 % du PIB pour l'exercice 2014/15.

- En Jordanie, l'effet combiné de la suppression d'exonérations de la TVA, d'un gel des

recrutements de fonctionnaires (sauf dans les secteurs de la santé et de l'éducation), de l'abaissement des subventions et de la réduction des dépenses de biens et services devrait réduire le déficit global de près de 1 % du PIB en 2011.

- En Mauritanie, le relèvement du taux de la TVA, les réformes administratives et la réduction des dépenses discrétionnaires devraient permettre de ramener le déficit à 4,5 % du PIB en 2010. D'autres économies sont prévues en 2011.
- Au Pakistan, avant les inondations, les autorités avaient planifié un rééquilibrage substantiel au second semestre de 2010 et en 2011, moyennant essentiellement une réduction des subventions et d'autres dépenses courantes, l'objectif étant une économie totale de 2 % du PIB sur 2010/11. Les inondations ont toutefois amené les autorités à engager d'importantes dépenses pour les opérations d'aide d'urgence, de secours, de remise en état et de reconstruction, si bien qu'il faudra revoir l'objectif de réduction du déficit.
- En Syrie, la loi de finances 2010 prévoyait un durcissement modéré de la politique budgétaire. En 2011, les autorités comptent instituer une TVA et continuer à restreindre les dépenses courantes et à rationaliser les dépenses d'équipement.
- En Tunisie, le plafonnement nominal des transferts et subventions, la gestion plus active de la dette publique, la baisse des charges d'intérêts, l'encadrement des salaires et une vaste réforme du système des retraites en préparation contribueront à la réduction du déficit.

## La politique monétaire peut demeurer accommodante

Hormis en Égypte et au Pakistan, l'inflation n'est pas une préoccupation immédiate dans la région (graphique 2.5 et encadré 2.2). Comme les taux d'inflation sont relativement stables, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP peuvent pour la plupart maintenir le cap de leur politique monétaire actuelle. De fait, après avoir abaissé les taux d'intérêt en 2009 et au début de 2010, ces pays ont pour l'essentiel maintenu leurs taux directeurs inchangés, préservant ainsi les écarts par rapport aux taux des pays avancés. Jusqu'au mois de juin, le Liban a graduellement abaissé son taux directeur, en partie pour ralentir le rythme d'accumulation des réserves, mais a marqué une pause depuis lors pour permettre aux précédentes réductions de produire leur plein effet avant de décider de modifier ou non à nouveau le taux directeur. Le Pakistan, au contraire, a relevé le taux de l'escompte de 50 points de base en août, puis de nouveau en septembre, pour contenir les tensions inflationnistes.

Si le bas niveau des taux d'intérêt est un facteur qui doit favoriser la croissance dans la région, les récentes appréciations des taux de change réels peuvent avoir l'effet inverse. Au cours de l'année écoulée, les pays dont les monnaies tendent à suivre l'évolution du dollar EU ont vu les taux de change nominaux s'apprécier dans le sillage du billet vert (graphique 2.6). À la différence des autres pays importateurs de pétrole de la

Tableau 2.1

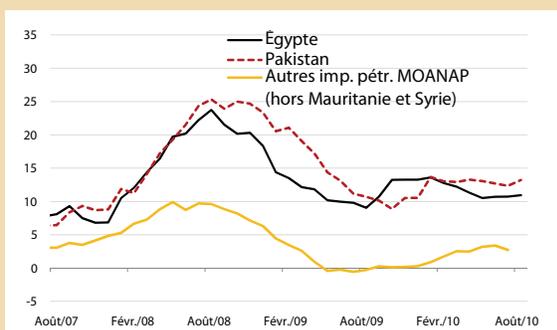
### Mesures d'assainissement budgétaire prévues en 2011

(En pourcentage du PIB)

	Accroissement des recettes				Réduction des dépenses				Impact total
	TVA	Impôts sur le revenu	Autres impôts	Admin. fiscale	Salaires	Subventions	Autres dépenses courantes	Dépenses d'équipement	
Égypte			0,1	0,1		0,3			0,5
Jordanie	0,2				0,1	0,4	0,2		0,9
Pakistan	0,5	0,1	-0,1		-0,1	0,7	0,6	0,2	2,0
Syrie	1,8			0,2					2,0
Tunisie						0,2	0,1	-0,1	0,2

Note : chiffres basés sur les estimations des services du FMI, qui ne tiennent pas nécessairement compte de la récente envolée des cours mondiaux du blé.

Graphique 2.5

**Inflation stable***(Prix à la consommation; variation annuelle en pourcentage)*

Sources : Haver Analytics et données des autorités nationales.

région MOANAP, le Maroc et la Tunisie ont tous deux une monnaie qui est plus étroitement liée à l'euro, mais, comme l'essentiel de leurs échanges s'effectuent avec l'Europe, ils ont moins été touchés par les fluctuations des changes entre les principales monnaies de réserve. En Égypte, cependant, des taux relativement élevés d'inflation et d'appréciation nominale se sont conjugués, d'où une appréciation du taux de change effectif réel qui laisse présager une situation concurrentielle plus difficile.

## La croissance actuelle est trop faible pour remédier au chômage

À plus longue échéance, l'enjeu primordial sera d'accélérer la croissance pour créer des emplois pour une population en âge de travailler qui augmente plus rapidement que dans presque toutes les autres régions du monde et est constituée, pour plus de moitié, de moins de 25 ans. Le niveau élevé du chômage, en moyenne de 11 % en 2008, a un coût économique et social considérable et demeure un sujet de préoccupation majeur (annexe 2.1). Pour absorber les chômeurs actuels et les nouveaux venus sur le marché du travail au cours des dix prochaines années, dans l'hypothèse d'un ratio création d'emplois/croissance économique constant, il faudrait que le taux de croissance annuelle atteigne 6½ % — soit 2 points de plus qu'au cours de la décennie passée. C'est sans doute là un redoutable objectif, mais beaucoup des facteurs qui entravent la demande sur le marché du travail font aussi obstacle à la croissance économique plus généralement, et il y a de multiples moyens de rehausser tant le rythme de croissance que la réactivité du marché du travail.

## Encadré 2.2

### Pourquoi l'inflation est-elle élevée en Égypte et au Pakistan?

Les particularités de l'action des pouvoirs publics expliquent pourquoi depuis plusieurs années l'inflation est sensiblement plus élevée en Égypte et au Pakistan que dans les autres pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Au Pakistan, les emprunts publics financés par la banque centrale créent des liquidités excédentaires qui poussent les prix à la hausse. Par ailleurs, l'augmentation des subventions administratives de produits essentiels (le blé en particulier) s'est répercutée sur l'inflation globale. En Égypte, l'inflation a été pour une large part causée par la flambée des prix de plusieurs produits alimentaires et l'amenuisement des subventions publiques à la consommation — initiative qu'il convient de saluer. En l'absence d'un ancrage nominal clair, ces hausses de prix ont fait augmenter les anticipations inflationnistes, ce qui a contribué à la dynamique de hausse du niveau général des prix.

Au total, les tensions inflationnistes semblent plus prononcées au Pakistan. Bien que la banque centrale ait récemment relevé son taux directeur, les inondations ont accru les pressions à la hausse des prix. En Égypte, les hausses des prix n'ont pas été aussi généralisées sur l'ensemble des catégories de produits, mais l'approche des élections législatives et présidentielles pourrait susciter des pressions en faveur d'une augmentation des dépenses qui alimenteraient la hausse de l'inflation.

Les auteurs de cet encadré sont Maria Albino-War, Udo Kock et Kenji Moriyama.

Au cours des vingt dernières années, les taux de croissance par habitant ont été nettement plus faibles dans la région que dans les autres pays émergents (graphique 2.7). La situation varie d'un pays à l'autre et, en particulier, le Liban (après s'être remis de la guerre civile de 1975–90) et la Tunisie ont été relativement performants. Mais, globalement, la hausse de 55 % du PIB réel par habitant des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP depuis 1990 a été inférieure d'un tiers à celle de l'ensemble des pays émergents et pays en développement et bien en deçà du taux de progression de plus de 200 % des pays émergents d'Asie. La croissance relativement modeste du PIB de la région tient à la faiblesse des échanges commerciaux : sur le plan de la croissance des exportations par habitant, tous les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont tombés au-dessous de la moyenne des pays émergents depuis 1990. Ce déficit a été plus prononcé dans les exportations de biens que dans les services, mais les deux catégories sont à la traîne.

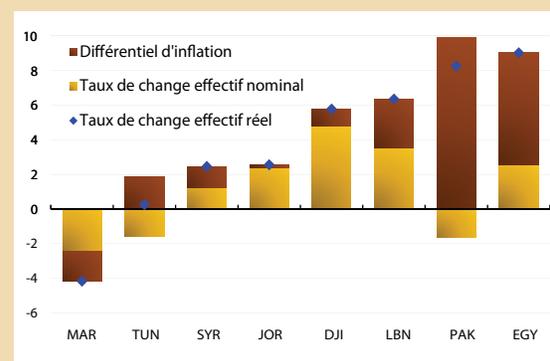
Par ailleurs, l'écart de croissance du revenu de la région par rapport aux autres pays émergents s'est accru au fil des ans. Durant la période 2000–08, les taux de croissance du PIB réel par habitant ont augmenté dans l'ensemble de la région, à une moyenne annuelle proche de 3 %, contre 2,3 % au cours de la précédente décennie. Mais, au cours de la même période, le taux de croissance correspondant pour les pays émergents a bondi d'environ 3,5 % à près de 5 %, creusant ainsi l'écart vis-à-vis des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Par ailleurs, si au cours des années 90 l'écart de croissance du revenu par habitant existait principalement par rapport aux pays d'Asie en forte expansion, au cours de la période 2000–08 il se manifestait par rapport au pays émergents de toutes les autres régions, sauf l'Hémisphère occidental.

L'analyse des facteurs déterminants de la croissance indique qu'une plus grande intégration aux marchés internationaux pourrait entraîner une hausse de revenu substantielle.

Graphique 2.6

### Appréciation quasi générale des monnaies

(Variations en %, année s'achevant en juillet 2010; hausse = appréciation)

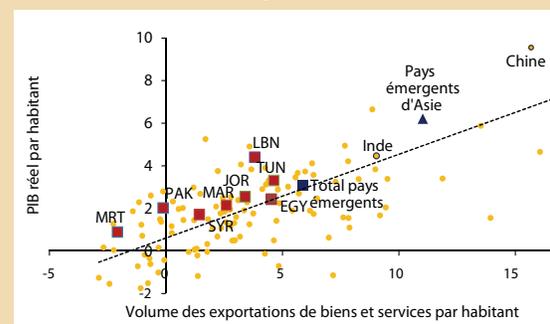


Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2.7

### Une croissance de la production et des exportations en retrait

(Variation annuelle en pourcentage, 1990–2009)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

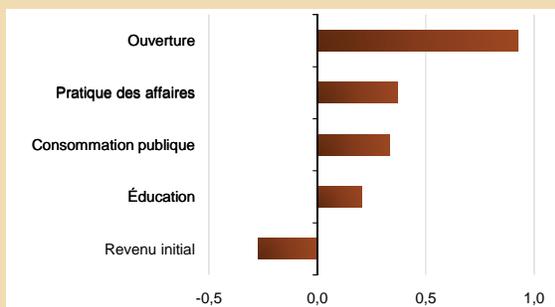
Note : pays émergents d'Asie = Chine, Corée, RAS de Hong Kong, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, province chinoise de Taiwan, Thaïlande et Vietnam.

De fait, il y a lieu de penser qu'avec un degré d'ouverture aux échanges comparable à celui du groupe des pays émergents d'Asie, la croissance du PIB par habitant pourrait gagner près de 1 point de pourcentage (graphique 2.8). La croissance présente une corrélation positive avec l'ouverture aux échanges, la facilité de la pratique des affaires et les niveaux d'instruction, mais une corrélation négative avec la consommation publique et le niveau de revenu initial. Le niveau moyen de revenu inférieur des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP en 1990 par rapport aux pays émergents d'Asie aurait donc dû contribuer à une progression plus forte des

Graphique 2.8

**Facteurs explicatifs des écarts de croissance**

(Contribution estimée à l'écart de croissance annuelle moyenne du PIB réel par habitant des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP par rapport aux pays émergents d'Asie, 1990–2008)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; Indicateurs du développement dans le monde; World Economic Forum; calculs des services du FMI.

Note : ouverture = ratio total des importations et exportations/PIB; pratique des affaires = classement de la Banque mondiale; consommation publique = ratio au PIB; éducation = scolarisation dans le secondaire multipliée par le score du World Economic Forum pour la qualité du système éducatif; et revenu initial = PIB par habitant en PPA en 1990.

premiers. Mais, pour chacun des autres facteurs de croissance, ils se situent en dessous de la moyenne des pays émergents d'Asie.

## Il est essentiel de rehausser la compétitivité pour stimuler la croissance

Malgré des progrès récents, il faut que les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP rehaussent leur compétitivité. La région, qui se caractérise de manière générale par des systèmes de réglementation pesants, des institutions faibles et un secteur public dominant, a beaucoup à faire pour être en mesure de soutenir la concurrence d'autres pays plus dynamiques. La poursuite de politiques macroéconomiques avisées — et en particulier du rééquilibrage des finances publiques — contribuera à étayer la croissance à long terme et la compétitivité, mais les pays de la région devront aussi redoubler d'efforts pour améliorer le climat des affaires.

Les classements internationaux mettent en évidence des domaines où des améliorations s'imposent. S'il est vrai que les pays de la région ont fait des progrès notables pour ce qui est

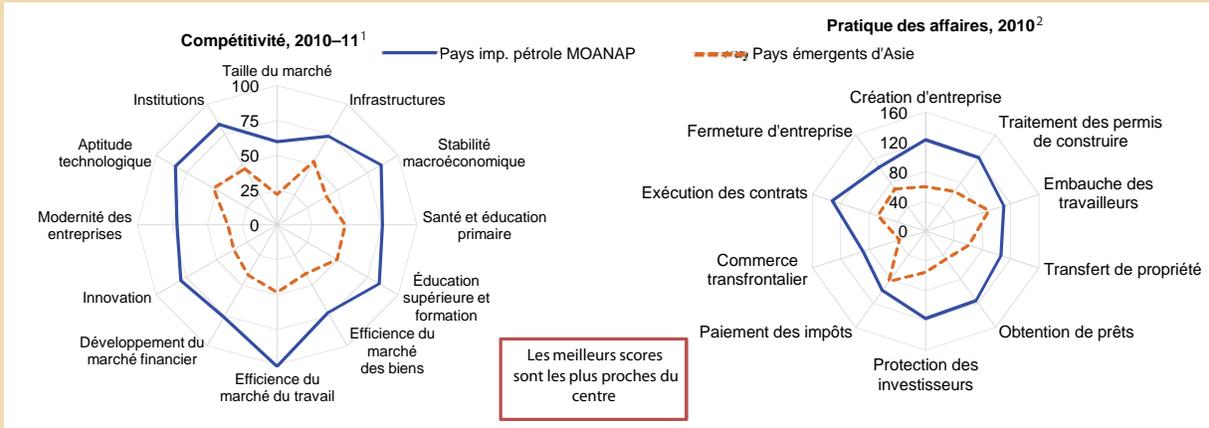
de l'amélioration du climat des affaires, ainsi que le montrent leurs classements d'après les indicateurs de compétitivité et de pratique des affaires les plus couramment cités, seules la Tunisie et la Jordanie se rapprochent de la moyenne des pays émergents d'Asie. Le *Global Competitiveness Report*, publié par le World Economic Forum, classe la région particulièrement bas pour ce qui est de l'efficacité du marché du travail, et d'après le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale, ce sont l'exécution des contrats, la création d'entreprise et l'octroi de permis de construire qui posent le plus de problèmes (graphique 2.9).

Sur le plan des échanges commerciaux, la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont simplifié et abaissé leurs tarifs extérieurs au cours des deux décennies écoulées, souvent dans le contexte d'accord commerciaux avec l'Union européenne et les États-Unis. L'Égypte et la Syrie, en particulier, ont fait des progrès rapides dans ce domaine ces dernières années. Dans beaucoup de pays, ces avancées sont allées de pair avec la privatisation de branches d'activité primordiales, ce qui, grâce à un meilleur accès aux capitaux extérieurs et à la technologie, a stimulé les exportations et a beaucoup contribué à l'amélioration des résultats économiques au cours de la dernière décennie. Cependant, les tarifs extérieurs des pays importateurs de pétrole — en moyenne supérieurs à 12 % en 2009 — restent élevés, et plusieurs pays de la région sont au bas du classement des 139 pays répertoriés aux fins de l'évaluation des restrictions commerciales (graphique 2.10).

Le retard des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP au plan des échanges commerciaux témoigne de la nécessité de s'ajuster à l'évolution de la dynamique de la croissance mondiale. Le commerce extérieur de la région reste axé principalement sur l'Europe, et la gamme des produits exportés n'a guère changé (encadré 2.3). À mesure que le centre de gravité de la croissance mondiale s'est reporté davantage sur les pays émergents, la région, en raison de la persistance de liens étroits avec

Graphique 2.9

Indicateurs de la compétitivité et de pratique des affaires



Sources : World Economic Forum, *Global Competitiveness Report*, 2010-11; Banque mondiale, classement du rapport *Doing Business*, 2010.

<sup>1</sup>Classement de 1 à 139, la première place correspondant au meilleur score. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP = moyenne arithmétique des pays suivants : Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

<sup>2</sup>Classement de 1 à 183, la première place correspondant au meilleur score. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP = moyenne arithmétique des pays suivants : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

l'Europe, a relativement peu tiré parti de la montée en puissance des pays asiatiques et latino-américains. En fait, les pays connus sous le sigle BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) comptent maintenant pour près de la moitié de la croissance du PIB mondial, mais pour environ 9 % seulement du total des exportations des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP.

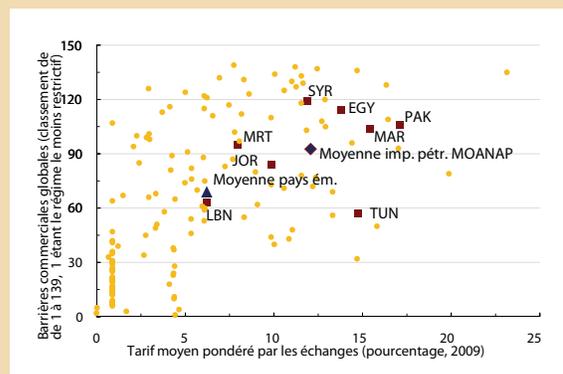
Pour améliorer les résultats économiques, il faut une nouvelle configuration des flux commerciaux. Les pays qui exportent des matières premières — tels que la Mauritanie (minerai de fer) et le Maroc et la Jordanie (phosphates) — bénéficient déjà de la forte demande en Chine et en Inde. La Chine représente aujourd'hui plus de 40 % du total des exportations de la Mauritanie, contre moins de 5 % avant 2004, ce qui est tout à fait remarquable. Cependant, en dehors des matières premières, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont souvent eu du mal à rivaliser avec les producteurs asiatiques dont les coûts sont plus bas, surtout dans les grands domaines traditionnels, tels que les textiles et les autres produits manufacturés de base. De plus, la baisse des coûts de transport a amoindri l'avantage que leur procurait leur proximité des marchés européens. Il leur faudra donc trouver

de nouveaux créneaux et proposer des produits plus élaborés.

Le commerce intrarégional ouvre aussi des horizons prometteurs : les flux d'exportations et d'investissement direct étranger intrarégionaux n'ont cessé d'augmenter, mais restent relativement limités. Au sein de la région MOANAP, les pays importateurs de pétrole sont dotés d'une main-d'œuvre abondante, mais manquent souvent de capitaux. Dans les pays exportateurs de pétrole, c'est en général l'inverse. Il y a donc un important potentiel d'expansion

Graphique 2.10

Restrictions commerciales



Source : World Economic Forum, *Global Competitiveness Report*, 2010-11.

Encadré 2.3

### Profil et ressorts du commerce extérieur dans les pays importateurs de pétrole MOANAP

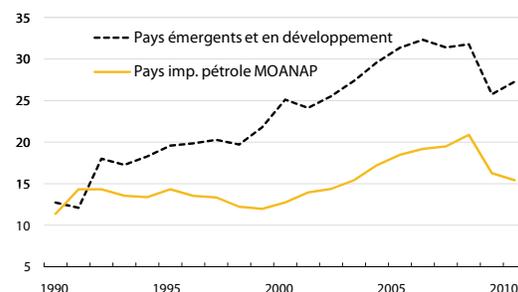
Le commerce extérieur n'a pas été un moteur de croissance aussi puissant pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP que pour les autres pays émergents et en développement. Les exportations de biens représentent actuellement environ 15 % du PIB, contre plus de 25 % pour l'ensemble des pays émergents et en développement (graphique 1). L'orientation des échanges et la gamme des produits exportés sont restées relativement inchangées, et leur volume n'a pas autant augmenté que dans les autres pays émergents.

Compte tenu de la proximité des principaux marchés, ces pays pourraient exporter 50 % de plus qu'à l'heure actuelle. La distance est l'un des facteurs cruciaux qui déterminent le commerce extérieur, les pays ayant tendance à exporter davantage vers leurs voisins, en particulier ceux avec lesquels ils ont une frontière commune. Or les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ne commercent guère avec leurs voisins immédiats et, globalement, exportent bien moins qu'ils ne pourraient (graphique 2).

Le profil des exportations des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP a relativement peu réagi à l'évolution de la dynamique de la croissance mondiale. Globalement, l'orientation des échanges est restée largement inchangée depuis plusieurs décennies, en dépit de l'importance croissante prise par les pays émergents et en développement, lesquels ont plus que doublé depuis 1990 leur part du total des importations mondiales, qui est passée à environ 35 %. Du fait de la proximité géographique et de liens historiques étroits, les exportations des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont été principalement orientées vers l'Europe, qui a compté, en moyenne, pour quelque 50-60 % du total de leurs exportations depuis les années 70 (graphique 3). Les exportations à destination d'autres pays avancés (principalement les États-

Graphique 1  
Exportations de biens

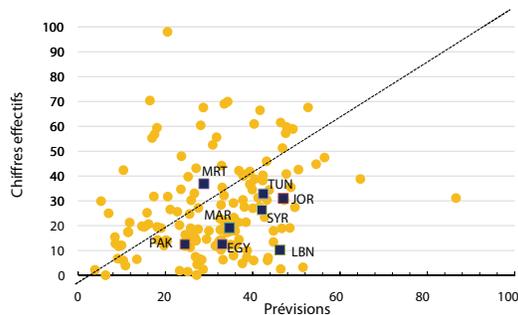
(En pourcentage du PIB)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 2  
Exportations de biens :  
prévisions et chiffres effectifs

(En pourcentage du PIB, moyenne 2000-08)

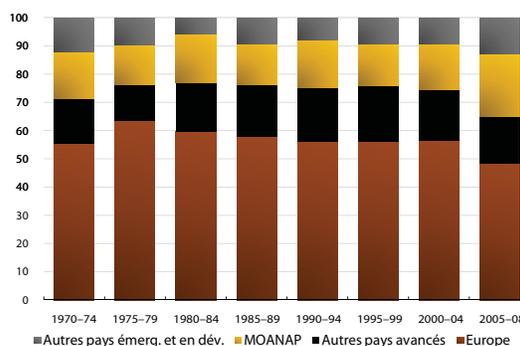


Sources : Comtrade; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* et calculs des services.

Note : Les prévisions sont basées seulement sur la géographie et la population.

Graphique 3  
Pays importateurs de pétrole MOANAP :  
destinations des exportations

(En pourcentage du total des exportations)



Source : FMI, *Direction of Trade Statistics*.

Unis) et d'autres pays de la région MOANAP (pays du Golfe essentiellement) comptent, dans l'un et l'autre cas, pour environ 15–20 % du total. Bien qu'elles aient un peu augmenté ces dernières années, les exportations vers les autres pays émergents ne représentent encore que 10 %.

Par ailleurs, il n'y a guère eu de progrès dans le sens d'une transition à des produits à plus grande valeur ajoutée. Les exportations de l'ensemble du groupe consistent principalement en produits intermédiaires et biens de consommation (graphique 4). Les produits technologiquement plus avancés et les biens d'équipement à plus grande valeur ajoutée représentaient en 2008 tout juste 6 % du total des exportations en 2008. Bien qu'en légère augmentation depuis le début des années 90, la part des biens d'équipement dans le total des exportations reste inférieure à la moyenne des pays à faible revenu.

L'analyse des facteurs déterminants du commerce extérieur donne à penser que la région pourrait tirer davantage parti des accords de libre-échange existants et de ses infrastructures, ainsi que des échanges avec les pays voisins (graphique 5). L'influence sur le commerce extérieur d'autres facteurs, tels que les taux de change réels et la taille des pays, est similaire à ce que l'on observe dans le reste du monde.

Les auteurs de cet encadré sont Dominique Guillaume et Martin Banjo.

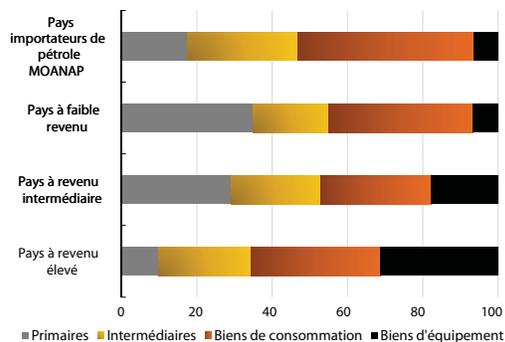
des relations économiques entre les deux groupes de pays, actuellement basées surtout sur les flux de main-d'œuvre, en développant les échanges commerciaux et les flux d'investissement. Les pays importateurs de pétrole pourraient en outre commercer davantage entre eux. Le volume de leurs échanges représente actuellement tout juste 1/4 % du total de leurs importations, soit un niveau inférieur à leur part des importations des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (2 1/2 %).

En définitive, pour favoriser les échanges et stimuler la création d'emplois, il est nécessaire

Graphique 4

### Composition des exportations de biens

(En pourcentage du total des exportations, 2008)

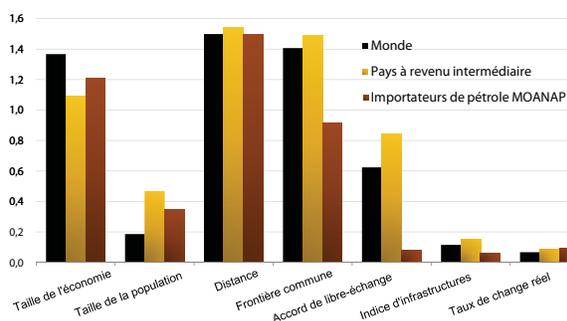


Source : Comtrade, Nations Unies.

Graphique 5

### Facteurs déterminants du commerce extérieur

(Élasticité des exportations aux facteurs déterminants, 1990–2008)



Sources : Comtrade; Indicateurs du développement dans le monde; World Trade Law; Net; calculs des services du FMI.

Note : Les coefficients représentent la variation en pourcentage estimée des exportations bilatérales due à une hausse de 1 % du facteur déterminant, sauf pour la frontière commune et l'accord de libre-échange, où le coefficient est le pourcentage d'augmentation du commerce du fait de leur présence.

d'accélérer les réformes qui permettront de mieux exploiter les atouts de la région, y compris ses ressources de main-d'œuvre sous-utilisées et sa situation géographique au carrefour de l'Europe et de l'Asie. Le développement des échanges commerciaux et de la coopération avec les autres pays émergents peut contribuer à dynamiser la croissance, mais cela nécessite une compétitivité accrue. Il faudra, à cette fin, que la région remédie à ses insuffisances sur le plan éducatif, donne plus de souplesse aux marchés du travail et continue à éliminer les obstacles au commerce.

## Annexe 2.1. Rehausser la croissance et la réactivité du marché du travail pour créer 18 millions d'emplois

La lutte contre le chômage élevé est un problème de longue date, qui devient de plus en plus pressant pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les taux de chômage en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Syrie et en Tunisie (groupe dénommé ci-après MOAN6) a été en moyenne d'environ 12 % sur les vingt dernières années (graphique 1). Un tel niveau de chômage a un coût économique et social non négligeable. Comme l'a noté le Directeur général du FMI à propos du chômage élevé de par le monde, «il ne faut pas sous-estimer la terrible menace à laquelle nous sommes exposés : une génération perdue, coupée du marché du travail, dont les qualifications et la motivation diminuent peu à peu»<sup>1</sup>.

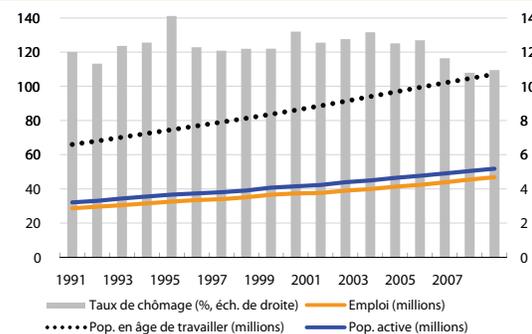
Le niveau de chômage élevé du MOAN6 a entraîné un vaste mouvement d'émigration, et l'on estime que l'ensemble des travailleurs migrants à l'étranger équivaut peut-être à 15 % de la main-d'œuvre globale du MOAN6 aujourd'hui. Étant donné la pression concurrentielle croissante des autres pays émergents et le fait que ce mouvement d'émigration massive ne peut pas se poursuivre en raison de la forte montée du chômage dans les pays avancés, la région peut de moins en moins rester sur le statu quo.

Pour absorber les chômeurs actuels et les nouveaux venus sur le marché du travail, il faudra que le MOAN6 crée à peu près 18½ millions d'emplois à temps plein au cours de la prochaine décennie — et même alors, le ratio emploi/population en âge de travailler resterait encore inférieur à celui que l'on

Les auteurs de cette annexe sont Yasser Abdih et Anjali Garg.  
<sup>1</sup>Voir les remarques liminaires du Directeur général à la Conférence commune FMI-OIT du 13 septembre à Oslo, *The Challenges of Growth, Employment, and Social Cohesion*, [www.imf.org/external/np/sec/pr/2010/pr10339.htm](http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2010/pr10339.htm).

Graphique 1

Évolution de la démographie et de l'emploi dans les pays du MOAN6

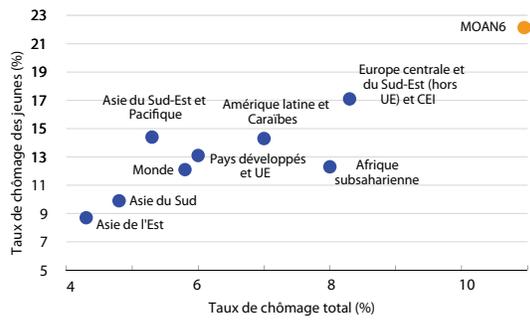


Sources : autorités nationales; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations des services; Organisation internationale du travail.

observe actuellement dans toute autre région. Du reste, si le rythme de croissance de la production et la relation entre la croissance et l'emploi restent inchangés par rapport aux dix années qui ont précédé 2008, il ne serait possible de créer que 11 millions d'emplois.

Pour atteindre l'objectif de création d'emplois, il faudra à la fois une croissance économique en permanence plus élevée et des réformes pour améliorer la réactivité du marché du travail. Le fait que le chômage soit élevé depuis si longtemps indique que le problème est en grande partie structurel et qu'il ne saurait être résolu par une hausse conjoncturelle de la production. En outre, la concentration du chômage chez les jeunes (graphique 2) et les diplômés donne à penser que la solution passe par une plus grande souplesse du marché du travail et des réformes du système éducatif. Chose surprenante, le chômage dans la région tend à augmenter avec le niveau d'instruction, dépassant 15 % pour les travailleurs qui ont une éducation tertiaire en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Par ailleurs, les jeunes représentent plus de 40 % du total des chômeurs en Égypte, au Liban, en Syrie et en Tunisie, soit bien plus que dans le reste du monde.

Graphique 2  
Taux de chômage total et chez les jeunes<sup>1,2</sup>  
(2008<sup>3</sup>)



Sources : autorités nationales; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations des services; Organisation internationale du travail.

<sup>1</sup>Le taux de chômage du Maroc est tiré de l'enquête sur la population active urbaine.

<sup>2</sup>L'estimation du taux de chômage des jeunes pour le MOAN6 exclut la Jordanie.

<sup>3</sup>Ou dernière année pour laquelle les données sont disponibles.

## Pourquoi le chômage reste-t-il si élevé?

**Transition démographique.** Au cours de la décennie écoulée, la population active du MOAN6 a augmenté à un rythme annuel de 2,7 %, soit plus vite qu'ailleurs dans le monde, à l'exception de l'Afrique. Ce rythme de croissance devrait ralentir progressivement au cours des dix prochaines années, mais il restera supérieur à celui de la plupart des autres régions. Le nombre des nouveaux arrivants demeure

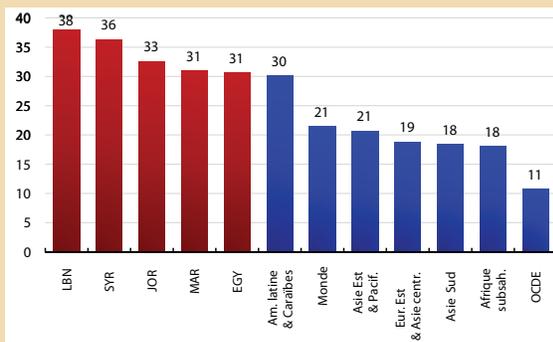
énorme — environ 10 millions de nouveaux venus devraient se présenter sur le marché du travail au cours des dix années à venir, contre 13½ millions au cours de la décennie précédente. Les pressions démographiques restent donc fortes.

### *Qualifications mal adaptées aux besoins.*

Les pays du MOAN6 ont fait des avancées remarquables sur le plan de l'éducation. Les taux de scolarisation primaire s'échelonnent entre 88 % en Égypte et au Liban et 98 % en Tunisie, et les taux de participation à l'éducation tertiaire dépassent 25 % en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie. Cependant, les entreprises pointent régulièrement le manque de qualifications adaptées comme le principal obstacle à l'embauche (graphique 3), et c'est parmi les plus instruits que le taux de chômage est le plus élevé. Tout cela suggère que les systèmes éducatifs de la région ne parviennent pas à former des diplômés possédant les qualifications requises.

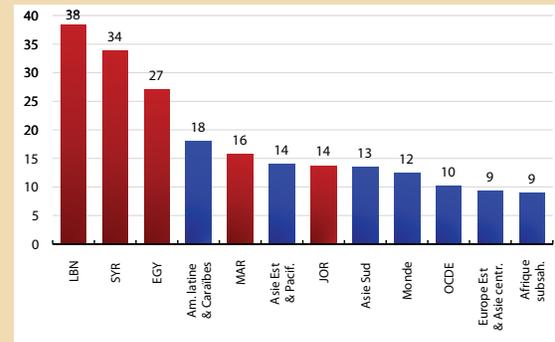
**Rigidité du marché du travail.** D'après le dernier *Global Competitiveness Report*, la réglementation de l'embauche et des licenciements de la plupart des pays du MOAN6 est plus restrictive que dans le pays émergent ou en développement moyen. En outre, d'après les enquêtes auprès des entreprises, le pourcentage des firmes désignant la réglementation du

Graphique 3  
Entreprises pointant les qualifications inadaptées comme un obstacle majeur  
(Enquêtes les plus récentes; pourcentages)



Source : Banque mondiale, résultats des Enterprise Surveys.

Graphique 4  
Entreprises pointant la réglementation du travail comme un obstacle majeur  
(Enquêtes les plus récentes; pourcentages)



Source : Banque mondiale, résultats des Enterprise Surveys.

travail comme un des principaux obstacles à leurs activités est, en moyenne, le plus élevé dans les pays du MOAN6 (graphique 4) qu'ailleurs dans le monde. Cette rigidité limite la création d'emplois, car elle dissuade les entreprises d'embaucher lorsque la conjoncture économique évolue favorablement.

*Secteur public surdéveloppé.* Dans les pays du MOAN6, le secteur public a été une source extraordinairement importante d'emploi. Au début de ce siècle, il fournissait environ un tiers du total des emplois en Syrie, 22 % en Tunisie et environ 35 % en Jordanie et en Égypte. Le secteur public représente un pourcentage plus élevé encore de l'emploi hors agriculture — 42 % en Jordanie et 70 % en Égypte. Le rôle d'employeur dominant du secteur public dans l'ensemble du MOAN6 a faussé le fonctionnement du marché du travail et détourné des ressources d'un secteur privé potentiellement plus dynamique. Les pratiques d'embauche dans le secteur public ont enflé les exigences salariales et fait primer les diplômes sur les qualifications réelles, influençant les choix des étudiants et contribuant au décalage entre les qualifications et les besoins.

*Salaires d'intégration élevés.* La plus grande sécurité de l'emploi, les salaires plus élevés et les avantages annexes généreux offerts par le secteur public ont enflé les exigences salariales des nouveaux arrivants. En fait, les salaires dans le secteur public sont 48 % et 36 % supérieurs à ceux qu'offre le secteur privé en Égypte et en Tunisie, respectivement. Les nouveaux venus sur le marché du travail peuvent d'autant mieux supporter de longues périodes de chômage — dans l'attente d'un poste plus lucratif dans le secteur public — qu'ils bénéficient d'un soutien familial et des envois de fonds de l'étranger. Ces

derniers concordent avec la corrélation positive observée entre les taux de chômage et les envois de fonds dans les pays du MOAN6.

## Que peuvent faire les pouvoirs publics?

### *Réduire le décalage qualifications-besoins.*

Il faut que les systèmes éducatifs soient plus soucieux de qualité et que les cursus soient réaménagés de manière à répondre aux demandes des marchés du travail. Des programmes de requalification des chômeurs les rendraient plus employables. La participation du secteur privé à ce processus sera primordiale, pour identifier les qualifications requises, et les procédures d'embauche du secteur public peuvent mettre l'accent davantage sur les qualifications et la mise en concurrence que sur les diplômes.

*Améliorer le climat des affaires.* En poursuivant la libéralisation du commerce extérieur et en ouvrant leurs marchés intérieurs, les pays du MOAN6 pourraient doper la croissance de la production et la demande de main-d'œuvre. Des réformes visant à créer un climat des affaires plus propice à l'investissement et à la concurrence sont essentielles pour mettre pleinement en valeur le potentiel de création d'emplois de la région.

### *Réduire la rigidité du marché du travail.*

Une réglementation du travail plus souple, accompagnée de dispositifs de protection sociale efficaces, permettrait au secteur privé de réagir plus efficacement aux signaux du marché. En outre, pour lier plus solidement la rémunération et la productivité, il sera nécessaire de réajuster les grilles salariales dans le secteur public, dans le contexte d'une modération générale des salaires.

## Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000-05	2006	2007	2008	2009	Proj. 2010	Proj. 2011
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>4,4</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>	<b>5,0</b>	<b>4,4</b>
(Variation annuelle, en pourcentage)							
Afghanistan, Rép. d'	...	8,2	14,2	3,4	22,5	8,9	6,8
Djibouti	2,4	4,8	5,1	5,8	5,0	4,5	5,4
Égypte	4,0	6,8	7,1	7,2	4,7	5,3	5,5
Jordanie	6,0	7,9	8,5	7,6	2,3	3,4	4,2
Liban	3,4	0,6	7,5	9,3	9,0	8,0	5,0
Maroc	4,4	7,8	2,7	5,6	4,9	4,0	4,3
Mauritanie	3,7	11,4	1,0	3,7	-1,1	4,7	5,1
Pakistan	4,9	6,1	5,6	1,6	3,4	4,8	2,8
Syrie	3,5	5,1	4,3	5,2	4,0	5,0	5,5
Tunisie	4,4	5,7	6,3	4,5	3,1	3,8	4,8
<b>Inflation des prix à la consommation</b>	<b>4,1</b>	<b>7,1</b>	<b>7,0</b>	<b>16,1</b>	<b>8,8</b>	<b>9,3</b>	<b>7,7</b>
(Moyenne annuelle, en pourcentage)							
Afghanistan, Rép. d'	...	7,2	8,6	30,5	-8,3	-2,9	3,2
Djibouti	2,0	3,5	5,0	12,0	1,7	3,9	4,0
Égypte	4,7	7,6	9,5	18,3	11,7	10,9	9,5
Jordanie	2,1	6,3	4,7	13,9	-0,7	5,5	5,0
Liban	0,5	5,6	4,1	10,8	1,2	5,0	3,5
Maroc	1,5	3,3	2,0	3,9	1,0	1,5	2,2
Mauritanie	7,9	6,2	7,3	7,3	2,2	6,1	5,2
Pakistan	5,0	7,9	7,6	20,3	13,6	13,8	10,2
Syrie	2,7	10,4	4,7	15,2	2,8	5,0	5,0
Tunisie	2,7	4,1	3,4	4,9	3,5	4,5	3,5
<b>Solde budgétaire des administrations publiques</b>	<b>-4,7</b>	<b>-5,1</b>	<b>-4,9</b>	<b>-5,7</b>	<b>-5,4</b>	<b>-6,3</b>	<b>-5,1</b>
(Pourcentage du PIB)							
Afghanistan, Rép. d'	...	-2,9	-1,8	-3,7	-1,2	-0,9	-1,3
Djibouti	-1,8	-2,5	-2,6	1,3	-4,9	-0,5	0,0
Égypte	-6,4	-9,2	-7,5	-7,8	-7,0	-8,2	-7,6
Jordanie	-3,1	-3,4	-5,5	-5,4	-8,5	-6,3	-5,5
Liban	-15,3	-10,4	-10,8	-9,6	-8,1	-8,7	-9,6
Maroc <sup>1</sup>	-5,2	-1,8	0,3	1,5	-2,1	-4,5	-3,6
Mauritanie <sup>2</sup>	-6,6	35,8	-1,6	-6,5	-5,1	-4,5	-4,0
Pakistan	-2,7	-3,7	-4,0	-7,3	-5,2	-6,0	-3,6
Syrie	-2,1	-1,1	-4,0	-2,8	-5,4	-4,3	-3,1
Tunisie	-2,6	-2,9	-2,8	-0,7	-2,6	-2,8	-2,6
<b>Solde extérieur courant</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>-4,7</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,6</b>
(Pourcentage du PIB)							
Afghanistan, Rép. d'	...	-4,9	0,9	-0,9	-1,8	0,6	-0,4
Djibouti	-2,4	-14,7	-24,9	-27,6	-17,3	-14,3	-18,0
Égypte	1,6	1,6	1,9	0,5	-2,4	-2,0	-1,6
Jordanie	0,0	-11,0	-16,9	-9,6	-5,0	-7,2	-8,5
Liban	-15,2	-5,3	-6,8	-9,3	-9,5	-11,1	-11,2
Maroc	2,2	2,2	-0,1	-5,2	-5,0	-5,3	-4,9
Mauritanie	-18,8	-1,3	-18,3	-15,7	-12,5	-7,6	-8,7
Pakistan	1,6	-3,9	-4,8	-8,5	-5,7	-2,0	-3,1
Syrie	-1,3	-1,8	-2,2	-3,6	-4,5	-3,9	-3,4
Tunisie	-3,0	-1,8	-2,4	-3,8	-2,8	-4,4	-4,1

Sources : données communiquées par les autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup>Administration centrale.

<sup>2</sup>Y compris les recettes pétrolières versées au fonds pétrolier.